Édition de langue française

Législation

Sommaire

I	<i>Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité</i>	
	Règlement (CEE) n° 2481/89 de la Commission, du 14 août 1989, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle	1
	Règlement (CEE) n° 2482/89 de la Commission, du 14 août 1989, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt	3
	Règlement (CEE) n° 2483/89 de la Commission, du 14 août 1989, fixant le montant de l'aide pour les pois, fèves, féveroles et lupins doux	5
*	Règlement (CEE) n° 2484/89 de la Commission, du 14 août 1989, fixant les prix d'achat et les aides ainsi que certains autres éléments applicables pour la campagne 1989/1990 aux mesures d'intervention dans le secteur viti-vinicole	12
*	Règlement (CEE) n° 2485/89 de la Commission, du 14 août 1989, ouvrant la distillation préventive visée à l'article 38 du règlement (CEE) n° 822/87 pour la campagne 1989/1990	21
*	Règlement (CEE) n° 2486/89 de la Commission, du 14 août 1989, portant dérogation pour la campagne 1988/1989 au règlement (CEE) n° 2640/88 en ce qui concerne la date finale de versement de l'aide à l'utilisation en vinification de moûts de raisins concentrés et de moûts de raisins concentrés rectifiés	22
	Règlement (CEE) n° 2487/89 de la Commission, du 14 août 1989, modifiant le règlement (CEE) n° 2375/89 relatif à la livraison d'huile de tournesol raffinée à la république arabe d'Égypte au titre de l'aide alimentaire	23
	Règlement (CEE) n° 2488/89 de la Commission, du 14 août 1989, modifiant le règlement (CEE) n° 2450/89 relatif à la fourniture de divers lots de lait écrémé en poudre au titre de l'aide alimentaire	26
	Règlement (CEE) n° 2489/89 de la Commission, du 14 août 1989, fixant le prix d'achat et les quantités de viande bovine achetées à l'intervention pour la cinquième adjudication partielle effectuée conformément au règlement (CEE) n° 1627/89 ...	29

Sommaire (suite)

Règlement (CEE) n° 2490/89 de la Commission, du 14 août 1989, fixant le montant de l'aide dans le secteur des graines oléagineuses	31
Règlement (CEE) n° 2491/89 de la Commission, du 14 août 1989, modifiant les prélèvements applicables à l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz	35
Règlement (CEE) n° 2492/89 de la Commission, du 14 août 1989, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut	38
Règlement (CEE) n° 2493/89 de la Commission, du 14 août 1989, modifiant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle	40

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Commission

89/491/CEE :

- * Directive de la Commission, du 17 juillet 1989, portant adaptation au progrès technique des directives 70/157/CEE, 70/220/CEE, 72/245/CEE, 72/306/CEE, 80/1268/CEE et 80/1269/CEE du Conseil dans le domaine des véhicules à moteur
- 43

89/492/CEE :

- * Décision de la Commission, du 26 juillet 1989, concernant la contribution financière de la Communauté à l'éradication de la fièvre aphteuse dans la république fédérale d'Allemagne
- 50

89/493/CEE :

- * Décision de la Commission, du 27 juillet 1989, concernant la contribution financière de la Communauté à l'éradication de la fièvre aphteuse en Italie
- 51

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 2481/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1834/89⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 5,

vu le règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil, du 11 juin 1985, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1636/87⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des céréales, des farines de blé et de seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1915/89 de la Commission⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers :

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux

pivot, affecté du facteur de correction prévu à l'article 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies, constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent, et du coefficient précité,

ces cours de change étant ceux constatés le 11 août 1989 ;

considérant que le facteur de correction précité affecte tous les éléments de calcul des prélèvements, y compris les coefficients d'équivalence ;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 1915/89 aux prix d'offre et aux cours de ce jour, dont la Commission a connaissance, conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à percevoir à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} points a), b) et c) du règlement (CEE) n° 2727/75 sont fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 15 août 1989.

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 180 du 27. 6. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 153 du 13. 6. 1987, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 187 du 1. 7. 1989, p. 1.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 14 août 1989, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

(en écus / t)

Code NC	Prélèvements	
	Portugal	Pays tiers
0709 90 60	34,31	138,55
0712 90 19	34,31	138,55
1001 10 10	15,88	149,37 ⁽¹⁾ ⁽²⁾
1001 10 90	15,88	149,37 ⁽¹⁾ ⁽²⁾
1001 90 91	15,20	102,58
1001 90 99	15,20	102,58
1002 00 00	42,96	112,96 ⁽³⁾
1003 00 10	33,63	105,92
1003 00 90	33,63	105,92
1004 00 10	25,03	91,94
1004 00 90	25,03	91,94
1005 10 90	34,31	138,55 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1005 90 00	34,31	138,55 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1007 00 90	52,35	143,49 ⁽⁴⁾
1008 10 00	33,63	0,00
1008 20 00	33,63	26,04 ⁽⁴⁾
1008 30 00	33,63	0,00 ⁽²⁾
1008 90 10	⁽⁷⁾	⁽⁷⁾
1008 90 90	33,63	0,00
1101 00 00	34,43	156,76
1102 10 00	73,29	171,29
1103 11 10	38,99	245,90
1103 11 90	37,03	169,15

⁽¹⁾ Pour le froment (blé) dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

⁽²⁾ Conformément au règlement (CEE) n° 486/85 les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer et importés dans les départements français d'outre-mer.

⁽³⁾ Pour le maïs originaire des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 1,81 écu par tonne.

⁽⁴⁾ Pour le millet et le sorgho originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 50 %.

⁽⁵⁾ Pour le froment (blé) dur et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

⁽⁶⁾ Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1180/77 du Conseil (JO n° L 142 du 9. 6. 1977, p. 10) et (CEE) n° 2622/71 de la Commission (JO n° L 271 du 10. 12. 1971, p. 22).

⁽⁷⁾ Lors de l'importation du produit relevant du code NC 1008 90 10 (triticale), il est perçu le prélèvement applicable au seigle.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2482/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1834/89⁽²⁾, et notamment son article 15 paragraphe 6,vu le règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil, du 11 juin 1985, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1636/87⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt ont été fixées par le règlement (CEE) n° 1916/89 de la Commission⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers :

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du facteur de correction prévu à l'arti-

cle 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies, constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent, et du coefficient précité,

ces cours de change étant ceux constatés le 11 août 1989 ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant aux prélèvements actuellement en vigueur doivent être modifiées conformément aux annexes du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour les importations de céréales et de malt en provenance du Portugal, visées à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2727/75, sont fixées à zéro.

2. Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour les importations de céréales et de malt, en provenance des pays tiers, visées à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2727/75, sont fixées à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 15 août 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 180 du 27. 6. 1989, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.⁽⁴⁾ JO n° L 153 du 13. 6. 1987, p. 1.⁽⁵⁾ JO n° L 187 du 1. 7. 1989, p. 4.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 14 août 1989, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

A. Céréales et farines

(en écus / t)

Code NC	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme
	8	9	10	11
0709 90 60	0	0	0	0
0712 90 19	0	0	0	0
1001 10 10	0	0,80	0,80	0,80
1001 10 90	0	0,80	0,80	0,80
1001 90 91	0	1,75	1,75	1,75
1001 90 99	0	1,75	1,75	1,75
1002 00 00	0	0	0	0
1003 00 10	0	0	0	0,41
1003 00 90	0	0	0	0,41
1004 00 10	0	8,28	8,28	8,28
1004 00 90	0	8,28	8,28	8,28
1005 10 90	0	0	0	0
1005 90 00	0	0	0	0
1007 00 90	0	0	0	0
1008 10 00	0	0	0	0
1008 20 00	0	0	0	37,25
1008 30 00	0	0	0	0
1008 90 90	0	0	0	0
1101 00 00	0	2,47	2,47	2,47

B. Malt

(en écus / t)

Code NC	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme	4 ^e terme
	8	9	10	11	12
1107 10 11	0	3,12	3,12	3,12	3,12
1107 10 19	0	2,33	2,33	2,33	2,33
1107 10 91	0	0	0	0,73	0,73
1107 10 99	0	0	0	0,55	0,55
1107 20 00	0	0	0	0,64	0,64

RÈGLEMENT (CEE) N° 2483/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

fixant le montant de l'aide pour les pois, fèves, féveroles et lupins doux

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 1431/82 du Conseil, du 18 mai 1982, prévoyant des mesures spéciales pour les pois, les fèves et féveroles et les lupins doux ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1104/88 ⁽²⁾, et notamment son article 3 paragraphe 6 point a),vu le règlement (CEE) n° 3540/85 de la Commission, du 5 décembre 1985, portant modalités d'application des mesures spéciales pour les pois, fèves, féveroles et lupins doux ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3870/88 ⁽⁴⁾, et notamment son article 26 *bis* paragraphe 7,considérant que, aux termes de l'article 3 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1431/82, une aide est accordée pour les pois, les fèves, les féveroles et les lupins doux récoltés dans la Communauté et utilisés dans la fabrication des aliments pour animaux lorsque le prix du marché mondial des tourteaux de soja est inférieur au prix de seuil de déclenchement; que cette aide est égale à une partie de la différence entre ces prix; que cette partie de différence a été fixée à l'article 3 *bis* du règlement (CEE) n° 2036/82 ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1935/89 ⁽⁶⁾;

considérant que, aux termes de l'article 3 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1431/82, une aide est accordée pour les pois, fèves et féveroles récoltés dans la Communauté lorsque le prix du marché mondial des produits en cause est inférieur au prix d'objectif; que cette aide est égale à la différence entre ces deux prix;

considérant que le prix de seuil de déclenchement de l'aide pour les pois, fèves, féveroles et lupins doux pour la campagne de commercialisation 1989/1990 a été fixé par le règlement (CEE) n° 1246/89 du Conseil ⁽⁷⁾; que, aux termes de l'article 2 *bis* du règlement (CEE) n° 1431/82, le prix de seuil de déclenchement de l'aide pour les pois, fèves, féveroles et lupins doux est majoré mensuellement à partir du début du troisième mois de la campagne; que le montant des majorations mensuelles a été fixé par le règlement (CEE) n° 1247/89 du Conseil ⁽⁸⁾;considérant que, en vertu de l'article 4 du règlement (CEE) n° 1431/82, le prix du marché mondial des tourteaux de soja doit être déterminé sur la base des possibilités d'achat réelles les plus favorables à l'exception des offres et des cours qui ne peuvent pas être considérés comme représentatifs de la tendance réelle du marché; qu'il doit être tenu compte de toutes les offres faites sur le marché mondial ainsi que des cours cotés sur les places boursières importantes pour le commerce international; que ce prix est ajusté dans les conditions prévues à l'article 1^{er} paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 2036/82 pour tenir compte des cours des produits concurrents dans le cas des fèves et féveroles destinés à l'alimentation animale; ...considérant que, conformément à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 2049/82 de la Commission ⁽⁹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1238/87 ⁽¹⁰⁾, le prix doit être établi par 100 kilogrammes pour des tourteaux de soja en vrac, de la qualité type définie à l'article 1^{er} paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1464/86 du Conseil ⁽¹¹⁾ livrés à Rotterdam; que, pour les offres et les cours ne répondant pas aux conditions indiquées ci-avant, il doit être procédé aux ajustements nécessaires et notamment à ceux visés à l'article 2 du règlement (CEE) n° 2049/82;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des aides, il convient de retenir pour le calcul de ces dernières:

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du facteur de correction prévu à l'article 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85 ⁽¹²⁾ du Conseil, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1636/87 ⁽¹³⁾,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies, constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent, et du coefficient précité;

considérant que, en application de l'article 121 paragraphe 2 et de l'article 307 paragraphe 2 de l'acte d'adhésion, il convient, pour les produits récoltés et transformés dans l'un de ces États membres, d'ajuster le montant de l'aide pour tenir compte de l'incidence des droits de

⁽¹⁾ JO n° L 162 du 12. 6. 1982, p. 28.⁽²⁾ JO n° L 110 du 29. 4. 1988, p. 16.⁽³⁾ JO n° L 342 du 19. 12. 1985, p. 1.⁽⁴⁾ JO n° L 345 du 14. 12. 1988, p. 21.⁽⁵⁾ JO n° L 219 du 28. 7. 1982, p. 1.⁽⁶⁾ JO n° L 187 du 1. 7. 1989, p. 58.⁽⁷⁾ JO n° L 129 du 11. 5. 1989, p. 7.⁽⁸⁾ JO n° L 129 du 11. 5. 1989, p. 9.⁽⁹⁾ JO n° L 219 du 28. 7. 1982, p. 36.⁽¹⁰⁾ JO n° L 117 du 5. 5. 1987, p. 9.⁽¹¹⁾ JO n° L 133 du 21. 5. 1986, p. 21.⁽¹²⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.⁽¹³⁾ JO n° L 153 du 13. 6. 1987, p. 1.

douane à l'importation des produits en provenance des pays tiers ; que, en outre, pour les lupins doux récoltés en Espagne, le montant de l'aide doit être diminué de l'incidence de la différence entre le prix de seuil de déclenchement appliqué en Espagne et le prix commun ;

considérant que le prix du marché mondial pour les pois, fèves, féveroles et le montant de l'aide visé à l'article 3 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1431/82 ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1938/89 de la Commission ⁽¹⁾ ; que, aux termes de l'article 2 *bis* du règlement (CEE) n° 1431/82, le prix d'objectif est majoré mensuellement à partir du début du troisième mois de la campagne ;

considérant que, conformément à l'article 26 *bis* du règlement (CEE) n° 3540/85, l'aide brute en écus qui résulte des dispositions de l'article 3 du règlement (CEE) n° 1431/82 est affectée du montant différentiel visé à l'article 12 *bis* du règlement (CEE) n° 2036/82, puis transformée en aide finale dans la monnaie de l'État membre où les produits sont récoltés avec le taux de conversion agricole de cet État membre ;

considérant que l'abattement du montant de l'aide qui résulte, le cas échéant, du régime des quantités maximales

garanties pour la campagne de commercialisation 1989/1990 n'a pas encore été fixé ; que le montant de l'aide pour la campagne de commercialisation 1989/1990 a été calculé provisoirement sur la base de l'abattement valable pour la campagne 1988/1989,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Les montants des aides visées à l'article 3 du règlement (CEE) n° 1431/82 sont fixés aux annexes.
2. Toutefois, le montant de l'aide pour les pois, fèves, féveroles et lupins doux sera confirmé ou remplacé avec effet au 16 août 1989 pour tenir compte des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 16 août 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 187 du 1. 7. 1989, p. 68.

ANNEXE I

Aide brute

Produits destinés à l'alimentation humaine ou assimilée :

(en écus/100 kg)

	Courant 8 (1)	1 ^{er} terme 9 (1)	2 ^e terme 10 (1)	3 ^e terme 11 (1)	4 ^e terme 12 (1)	5 ^e terme 1 (1)	6 ^e terme 2 (1)
Pois utilisés :							
— en Espagne	5,503	5,661	5,819	5,977	6,135	6,293	6,451
— au Portugal	5,545	5,703	5,861	6,019	6,177	6,335	6,493
— dans un autre État membre	5,860	6,018	6,176	6,334	6,492	6,650	6,808
Fèves et féveroles utilisées :							
— en Espagne	5,860	6,018	6,176	6,334	6,492	6,650	6,808
— au Portugal	5,545	5,703	5,861	6,019	6,177	6,335	6,493
— dans un autre État membre	5,860	6,018	6,176	6,334	6,492	6,650	6,808

(1) Sous réserve des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

Produits destinés à l'alimentation animale :

(en écus/100 kg)

	Courant 8 (1)	1 ^{er} terme 9 (1)	2 ^e terme 10 (1)	3 ^e terme 11 (1)	4 ^e terme 12 (1)	5 ^e terme 1 (1)	6 ^e terme 2 (1)
A. Pois utilisés :							
— en Espagne	9,372	9,703	9,860	10,018	10,175	10,333	10,317
— au Portugal	9,107	9,443	9,601	9,758	9,916	10,073	10,052
— dans un autre État membre	9,464	9,792	9,950	10,107	10,265	10,422	10,409
B. Fèves, féveroles utilisées :							
— en Espagne	9,372	9,703	9,860	10,018	10,175	10,333	10,317
— au Portugal	9,107	9,443	9,601	9,758	9,916	10,073	10,052
— dans un autre État membre	9,464	9,792	9,950	10,107	10,265	10,422	10,409
C. Lupins doux récoltés en Espagne et utilisés :							
— en Espagne	12,187	12,417	12,417	12,417	12,417	12,417	12,187
— au Portugal	11,833	12,071	12,071	12,071	12,071	12,071	11,833
— dans un autre État membre	12,309	12,537	12,537	12,537	12,537	12,537	12,309
D. Lupins doux récoltés dans un autre État membre et utilisés :							
— en Espagne	12,077	12,307	12,307	12,307	12,307	12,307	12,077
— au Portugal	11,723	11,961	11,961	11,961	11,961	11,961	11,723
— dans un autre État membre	12,199	12,427	12,427	12,427	12,427	12,427	12,199

(1) Sous réserve des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

ANNEXE II

Aide finale

Produits destinés à l'alimentation humaine ou assimilée :

(en monnaies nationales/100 kg)

	Courant 8 (°)	1 ^{er} terme 9 (°)	2 ^e terme 10 (°)	3 ^e terme 11 (°)	4 ^e terme 12 (°)	5 ^e terme 1 (°)	6 ^e terme 2 (°)
Produits récoltés :							
— UEBL (FB/Flux)	282,96	290,59	298,22	305,85	313,48	321,11	328,74
— Danemark (Dkr)	52,33	53,74	55,15	56,56	57,97	59,38	60,80
— RF d'Allemagne (DM)	13,84	14,21	14,58	14,96	15,33	15,70	16,07
— Grèce (DR)	808,14	836,60	865,07	893,53	921,99	950,45	978,91
— Espagne (Pta)	918,90	943,25	967,61	991,97	1 016,33	1 040,69	1 065,04
— France (FF)	45,11	46,33	47,54	48,76	49,97	51,19	52,41
— Irlande (£ Irl)	5,021	5,156	5,291	5,427	5,562	5,697	5,833
— Italie (Lit)	9 857	10 122	10 388	10 654	10 920	11 185	11 451
— Pays-Bas (Fl)	15,46	15,87	16,29	16,71	17,12	17,54	17,96
— Portugal (Esc)	1 125,13	1 155,47	1 185,80	1 216,14	1 246,48	1 276,81	1 307,15
— Royaume-Uni (£)	3,721	3,832	3,943	4,054	4,165	4,276	4,387

(°) Sous réserve des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

Montants à déduire en cas de :

- Pois utilisés en Espagne (Pta) : 55,05.
- Pois, fèves et féveroles utilisés au Portugal (Esc) : 60,48.

ANNEXE III

Aide partielle

Pois destinés à l'alimentation animale :

(en monnaies nationales/100 kg)

	Courant 8 (°)	1 ^{er} terme 9 (°)	2 ^e terme 10 (°)	3 ^e terme 11 (°)	4 ^e terme 12 (°)	5 ^e terme 1 (°)	6 ^e terme 2 (°)
Produits récoltés :							
— UEBL (FB/Flux)	456,99	472,83	480,45	488,04	495,67	503,25	502,62
— Danemark (Dkr)	84,51	87,44	88,85	90,26	91,67	93,07	92,95
— RF d'Allemagne (DM)	22,35	23,12	23,49	23,86	24,24	24,61	24,58
— Grèce (DR)	1 499,84	1 560,92	1 589,39	1 617,66	1 646,12	1 674,39	1 670,03
— Espagne (Pta)	1 471,85	1 522,29	1 546,65	1 570,86	1 595,21	1 619,42	1 617,54
— France (FF)	72,85	75,38	76,59	77,80	79,02	80,23	80,13
— Irlande (£ Irl)	8,108	8,389	8,525	8,659	8,795	8,929	8,918
— Italie (Lit)	15 918	16 470	16 736	17 000	17 266	17 530	17 508
— Pays-Bas (Fl)	24,96	25,83	26,25	26,66	27,08	27,49	27,46
— Portugal (Esc)	1 817,11	1 880,08	1 910,42	1 940,56	1 970,90	2 001,04	1 998,55
— Royaume-Uni (£)	6,321	6,554	6,665	6,776	6,887	6,997	6,985
Montants à déduire en cas d'utilisation :							
— Espagne (Pta)	14,19	13,72	13,88	13,72	13,88	13,72	14,19
— Portugal (Esc)	68,54	67,01	67,01	67,01	67,01	67,01	68,54

(°) Sous réserve des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

ANNEXE IV

Correction à ajouter aux montants de l'annexe III

(en monnaies nationales/100 kg)

Utilisation des produits	UEBL	DK	DE	EL	ESP	FR	IRL	IT	NL	PT	UK
Produits récoltés :											
— UEBL (FB/Flux)	0,00	0,00	0,00	28,69	2,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,23
— Danemark (Dkr)	0,00	0,00	0,00	5,31	0,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,26
— RF d'Allemagne (DM)	0,00	0,00	0,00	1,40	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,60
— Grèce (DR)	0,00	0,00	0,00	114,02	8,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,61
— Espagne (Pta)	0,00	0,00	0,00	91,15	7,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38,86
— France (FF)	0,00	0,00	0,00	4,57	0,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95
— Irlande (£ Irl)	0,000	0,000	0,000	0,509	0,040	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,217
— Italie (Lit)	0	0	0	999	78	0	0	0	0	0	426
— Pays-Bas (Fl)	0,00	0,00	0,00	1,57	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,67
— Portugal (Esc)	0,00	0,00	0,00	114,06	8,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,63
— Royaume-Uni (£)	0,000	0,000	0,000	0,429	0,034	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,183

ANNEXE V

Aide partielle

Fèves, féveroles destinées à l'alimentation animale :

(en monnaies nationales/100 kg)

	Courant 8 (°)	1 ^{er} terme 9 (°)	2 ^e terme 10 (°)	3 ^e terme 11 (°)	4 ^e terme 12 (°)	5 ^e terme 1 (°)	6 ^e terme 2 (°)
Produits récoltés :							
— UEBL (FB/Flux)	456,99	472,83	480,45	488,04	495,67	503,25	502,62
— Danemark (Dkr)	84,51	87,44	88,85	90,26	91,67	93,07	92,95
— RF d'Allemagne (DM)	22,35	23,12	23,49	23,86	24,24	24,61	24,58
— Grèce (DR)	1 499,84	1 560,92	1 589,39	1 617,66	1 646,12	1 674,39	1 670,03
— Espagne (Pta)	1 471,85	1 522,29	1 546,65	1 570,86	1 595,21	1 619,42	1 617,54
— France (FF)	72,85	75,38	76,59	77,80	79,02	80,23	80,13
— Irlande (£ Irl)	8,108	8,389	8,525	8,659	8,795	8,929	8,918
— Italie (Lit)	15 918	16 470	16 736	17 000	17 266	17 530	17 508
— Pays-Bas (Fl)	24,96	25,83	26,25	26,66	27,08	27,49	27,46
— Portugal (Esc)	1 817,11	1 880,08	1 910,42	1 940,56	1 970,90	2 001,04	1 998,55
— Royaume-Uni (£)	6,321	6,554	6,665	6,776	6,887	6,997	6,985
Montants à déduire en cas d'utili- sation :							
— Espagne (Pta)	14,19	13,72	13,88	13,72	13,88	13,72	14,19
— Portugal (Esc)	68,54	67,01	67,01	67,01	67,01	67,01	68,54

(°) Sous réserve des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

ANNEXE VI

Correction à ajouter aux montants de l'annexe V

(en monnaies nationales/100 kg)

Utilisation des produits	UEBL	DK	DE	EL	ESP	FR	IRL	IT	NL	PT	UK
Produits récoltés :											
— UEBL (FB/Flux)	0,00	0,00	0,00	28,69	2,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,23
— Danemark (Dkr)	0,00	0,00	0,00	5,31	0,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,26
— RF d'Allemagne (DM)	0,00	0,00	0,00	1,40	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,60
— Grèce (DR)	0,00	0,00	0,00	114,02	8,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,61
— Espagne (Pta)	0,00	0,00	0,00	91,15	7,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38,86
— France (FF)	0,00	0,00	0,00	4,57	0,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95
— Irlande (£ Irl)	0,000	0,000	0,000	0,509	0,040	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,217
— Italie (Lit)	0	0	0	999	78	0	0	0	0	0	426
— Pays-Bas (Fl)	0,00	0,00	0,00	1,57	0,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,67
— Portugal (Esc)	0,00	0,00	0,00	114,06	8,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48,63
— Royaume-Uni (£)	0,000	0,000	0,000	0,429	0,034	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,183

ANNEXE VII

Aide partielle

Lupins doux destinés à l'alimentation animale :

(en monnaies nationales/100 kg)

	Courant 8 (*)	1 ^{er} terme 9 (*)	2 ^e terme 10 (*)	3 ^e terme 11 (*)	4 ^e terme 12 (*)	5 ^e terme 1 (*)	6 ^e terme 2 (*)
Produits récoltés :							
— UEBL (FB/Flux)	589,05	600,06	600,06	600,06	600,06	600,06	589,05
— Danemark (Dkr)	108,94	110,97	110,97	110,97	110,97	110,97	108,94
— RF d'Allemagne (DM)	28,80	29,34	29,34	29,34	29,34	29,34	28,80
— Grèce (Dr)	1 991,16	2 034,92	2 034,92	2 034,92	2 034,92	2 034,92	1 991,16
— Espagne (Pta)	1 893,58	1 928,56	1 928,56	1 928,56	1 928,56	1 928,56	1 893,58
— France (FF)	93,91	95,66	95,66	95,66	95,66	95,66	93,91
— Irlande (£ Irl)	10,452	10,647	10,647	10,647	10,647	10,647	10,452
— Italie (Lit)	20 519	20 902	20 902	20 902	20 902	20 902	20 519
— Pays-Bas (Fl)	32,18	32,78	32,78	32,78	32,78	32,78	32,18
— Portugal (Esc)	2 342,23	2 386,01	2 386,01	2 386,01	2 386,01	2 386,01	2 342,23
— Royaume-Uni (£)	8,240	8,405	8,405	8,405	8,405	8,405	8,240
Montants à déduire en cas d'utilisation :							
— Espagne (Pta)	18,81	18,51	18,51	18,51	18,51	18,51	18,81
— Portugal (Esc)	91,39	89,47	89,47	89,47	89,47	89,47	91,39

(*) Sous réserve des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

ANNEXE VIII

Correction à ajouter aux montants de l'annexe VII

(en monnaies nationales/100 kg)

Utilisation des produits :	UEBL	DK	DE	EL	ESP	FR	IRL	IT	NL	PT	UK
Produits récoltés :											
— UEBL (FB/Flux)	0,00	0,00	0,00	20,86	1,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,89
— Danemark (Dkr)	0,00	0,00	0,00	3,86	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,64
— RF d'Allemagne (DM)	0,00	0,00	0,00	1,02	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,43
— Grèce (Dr)	0,00	0,00	0,00	82,92	6,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,35
— Espagne (Pta)	0,00	0,00	0,00	66,29	5,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,26
— France (FF)	0,00	0,00	0,00	3,33	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,42
— Irlande (£ Irl)	0,000	0,000	0,000	0,370	0,029	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,158
— Italie (Lit)	0	0	0	727	57	0	0	0	0	0	310
— Pays-Bas (Fl)	0,00	0,00	0,00	1,14	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,49
— Portugal (Esc)	0,00	0,00	0,00	82,96	6,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,37
— Royaume-Uni (£)	0,000	0,000	0,000	0,312	0,024	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,133

ANNEXE IX

Taux de conversion à utiliser

	UEBL	DK	DE	EL	ESP	FR	IRL	IT	NL	PT	UK
En monnaie nationale, 1 écu =	42,4582	7,85212	2,05853	176,643	128,128	6,90403	0,768411	1 469,04	2,31943	170,569	0,665221

RÈGLEMENT (CEE) N° 2484/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

fixant les prix d'achat et les aides ainsi que certains autres éléments applicables pour la campagne 1989/1990 aux mesures d'intervention dans le secteur viti-vinicole

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1236/89 ⁽²⁾, et notamment ses articles 35 paragraphe 8, 36 paragraphe 6, 38 paragraphe 5, 41 paragraphe 10, 42 paragraphe 6, 44, 45 paragraphe 9 et 46 paragraphe 5,considérant que le règlement (CEE) n° 1238/89 du Conseil ⁽³⁾ a fixé les prix d'orientation dans le secteur du vin pour la campagne 1989/1990 ; qu'il convient dès lors de fixer sur cette base les prix, aides et autres montants pour différentes mesures d'intervention à arrêter pour cette campagne ;

considérant que les prix d'achat des sous-produits de la vinification et des vins livrés aux différentes distillations sont fixés selon un pourcentage du prix d'orientation ; qu'il est nécessaire pour le vin obtenu de raisins produits en Espagne de fixer un prix tenant compte du niveau des prix d'orientation dans cet État membre ; que, en vertu des dispositions de l'article 122 de l'acte d'adhésion, ce pourcentage est égal, pour la campagne 1989/1990, à 80 % en Espagne pour le vin livré à la distillation prévue à l'article 41 du règlement (CEE) n° 822/87 ;

considérant que les distillateurs peuvent, conformément aux articles 35 paragraphe 6 et 36 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 822/87, soit bénéficier d'une aide pour le produit à distiller, soit livrer à l'organisme d'intervention le produit obtenu de la distillation ; que le montant de l'aide doit être fixé sur la base de critères visés à l'article 16 du règlement (CEE) n° 2179/83 du Conseil ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2505/88 ⁽⁵⁾ ; que le prix d'achat fixé pour l'Espagne étant inférieur au prix fixé pour la Communauté à Dix, il convient d'adapter en conséquence le montant des aides dans cet État membre ;

considérant que le prix du vin à distiller au titre des articles 38, 41 et 42 du règlement (CEE) n° 822/87 ne permet

normalement pas une commercialisation aux conditions du marché des produits obtenus par la distillation ; qu'il est donc nécessaire de prévoir une aide, dont le montant est fixé sur la base des critères prévus à l'article 8 du règlement (CEE) n° 2179/83, tout en tenant compte également de l'incertitude actuelle des prix sur le marché des produits de la distillation ;

considérant que certains vins livrés à l'une ou l'autre des distillations peuvent être transformés en vins vinés ; qu'il y a lieu d'adapter en conséquence les montants applicables aux distillations conformément aux règles prévues à l'article 26 du règlement (CEE) n° 2179/83 ;

considérant que le montant de l'aide à l'utilisation en vinification de moûts de raisins concentrés et concentrés rectifiés visée à l'article 45 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 822/87 doit être fixé compte tenu de la différence entre les coûts de l'enrichissement obtenu par les moûts de raisins concentrés, par les moûts de raisins concentrés rectifiés et par le saccharose ; que les données dont dispose la Commission conduisent à différencier le montant de l'aide selon le produit utilisé pour l'enrichissement ;

considérant que le montant de l'aide à l'utilisation des moûts de raisins concentrés dans l'alimentation animale visée à l'article 45 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 822/87 ne peut être supérieur au montant alloué dans le cadre de la distillation visée à l'article 38 dudit règlement ; que, compte tenu des résultats de la première campagne d'application, il convient d'arrêter le montant de l'aide à ce niveau et de fixer la quantité maximale éligible à l'aide au tiers de la quantité globale prévue pour les trois campagnes ;

considérant que l'article 46 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 822/87 a défini les critères de fixation des montants des aides prévues audit article ; que, en ce qui concerne l'aide à l'utilisation des raisins, moûts de raisins et moûts de raisins concentrés en vue de l'élaboration de jus de raisin, le paragraphe 4 du même article prescrit de destiner une partie de l'aide à l'organisation de campagnes promotionnelles en faveur de la consommation de jus de raisins et que, pour ce faire, le montant de l'aide peut être majoré ; qu'il apparaît que, eu égard aux critères retenus et à la nécessité de financer ces campagnes, il convient de fixer le montant de l'aide à un niveau qui permette d'obtenir des disponibilités suffisantes pour mettre en œuvre une promotion efficace du produit ; que, en Espagne, le niveau des prix correspondants est différent de celui constaté dans la Communauté à Dix ; qu'il convient par

⁽¹⁾ JO n° L 84 du 27. 3. 1987, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 128 du 11. 5. 1989, p. 31.⁽³⁾ JO n° L 128 du 11. 5. 1989, p. 33.⁽⁴⁾ JO n° L 212 du 3. 8. 1983, p. 1.⁽⁵⁾ JO n° L 225 du 15. 8. 1988, p. 14.

conséquent, conformément à l'article 128 de l'acte d'adhésion, de fixer le montant de l'aide applicable en Espagne à un niveau tenant compte de ces écarts ;

considérant que la réduction du prix d'achat des vins visée à l'article 44 du règlement (CEE) n° 822/87 est fonction de l'augmentation moyenne du titre alcoométrique naturel dans chaque zone viticole ; que l'expérience montre que cette augmentation correspond en moyenne à la moitié de l'augmentation maximum autorisée ; que la réduction du prix d'achat doit dès lors correspondre au pourcentage du titre alcoométrique ajouté par rapport au titre alcoométrique du vin livré à la distillation ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des vins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le présent règlement fixe les prix d'achat, les aides ainsi que certains autres montants applicables pour la campagne 1989/1990 aux mesures d'intervention dans le secteur viti-vinicole. En ce qui concerne les mesures prévues aux articles 38, 41 et 42 du règlement (CEE) n° 822/87, ces montants sont fixés sous réserve d'une décision ultérieure sur le déclenchement de ces mesures.

Article 2

Les prix d'achat des produits et des vins livrés au cours de la campagne 1989/1990 aux distillations obligatoires visées aux articles 35 et 36 du règlement (CEE) n° 822/87 ainsi que, pour ces mêmes produits,

- les aides aux distillateurs,
- les aides aux élaborateurs de vin viné,
- les prix d'achat de l'alcool obtenu livré à un organisme d'intervention,
- la participation du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) à la prise en charge de cet alcool,

sont repris respectivement aux annexes I et II.

Article 3

Les prix d'achat des vins livrés au cours de la campagne 1989/1990 aux distillations volontaires visées aux articles 38, 41 et 42 du règlement (CEE) n° 822/87 ainsi que, pour ces mêmes produits,

- l'aide aux distillateurs,
 - l'aide aux élaborateurs de vin viné,
- sont repris respectivement aux annexes III, IV et V.

Article 4

Les aides à l'utilisation au cours de la campagne 1989/1990 des moûts de raisins concentrés et des moûts de raisins concentrés rectifiés visées à l'article 45 paragraphes 1 et 4 et à l'article 46 paragraphe 1 premier alinéa du règlement (CEE) n° 822/87 sont repris respectivement aux annexes VI, VII, VIII et IX.

Article 5

La quantité maximale de moûts de raisins concentrés pouvant faire l'objet de l'aide visée à l'article 45 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 822/87 est fixée, pour la campagne 1989/1990, à 100 000 hectolitres.

Article 6

Les montants de la réduction visée à l'article 44 du règlement (CEE) n° 822/87 applicables aux prix d'achat du vin livré au cours de la campagne 1989/1990 à l'une des distillations visées aux articles 36, 38, 39, 41 ou 42 dudit règlement ainsi que, pour ces mêmes vins,

- à l'aide au distillateur,
- au prix d'achat de l'alcool obtenu livré à un organisme d'intervention,
- à la participation du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) à la prise en charge de cet alcool,

sont repris à l'annexe X.

Article 7

Les montants figurants dans la colonne « Espagne » des différentes annexes se réfèrent aux produits issus des raisins récoltés en Espagne.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} septembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

ANNEXE I

DISTILLATION PRÉVUE À L'ARTICLE 35 DU RÈGLEMENT (CEE) N° 822/87

CAMPAGNE 1989/1990

(en écus/% vol/hl)

	EUR 10	Espagne
1. Prix d'achat à payer par le distillateur au producteur	0,90	0,73
2. Aides :		
a) à la distillation :		
1. Alcool neutre :		
— forfaitaire	0,56	0,39
— de marcs	0,70	0,53
— de vin et de lies	0,42	0,25
2. Eaux-de-vie de marcs	0,33	0,16
3. Eaux-de-vie de vin	0,31	0,14
4. Alcool brut :		
— forfaitaire	0,45	0,28
— de marcs	0,59	0,42
— de vin et de lies	0,31	0,14
b) à l'élaboration de vin viné	0,30	0,13
3. Prix de l'alcool neutre livré (1) :		
— forfaitaire	1,52	1,35
— Alcool de marcs	1,66	1,49
— Alcool de vin et de lies	1,38	1,21
4. Prix de l'alcool brut livré (1) :		
— forfaitaire	1,41	1,24
— Alcool de marcs	1,55	1,38
— Alcool de vin et de lies	1,27	1,10
5. Participation du FEOGA pour l'alcool (2)	0,56	0,39

(1) Si le distillateur a bénéficié de l'aide visée au point 2, ces prix sont diminués d'un montant égal au montant de l'aide [article 18 paragraphe 2 troisième alinéa du règlement (CEE) n° 2179/83].

(2) Pour les quantités d'alcool livrées à l'organisme d'intervention pour lesquelles une aide a été versée au distillateur, cette participation est diminuée du montant de l'aide forfaitaire versée.

ANNEXE II

DISTILLATION PRÉVUE À L'ARTICLE 36 DU RÈGLEMENT (CEE) N° 822/87

CAMPAGNE 1989/1990

(en écus/% vol/bl)

	EUR 10	Espagne
1. Prix d'achat à payer par le distillateur au producteur	1,27	1,02
2. Aides :		
a) à la distillation :		
1. Alcool neutre	0,80	0,55
2. Eaux-de-vie de vin et alcool brut	0,69	0,44
b) à l'élaboration de vin viné	0,67	0,42
3. Prix de l'alcool neutre livré ⁽¹⁾	1,76	1,51
4. Prix de l'alcool brut livré ⁽¹⁾	1,65	1,40
5. Participation du FEOGA pour l'alcool ⁽²⁾	0,80	0,55

⁽¹⁾ Si le distillateur a bénéficié de l'aide visée au point 2, ces prix sont diminués d'un montant égal au montant de l'aide [article 18 paragraphe 2 troisième alinéa du règlement (CEE) n° 2179/83].

⁽²⁾ Pour les quantités d'alcool livrées à l'organisme d'intervention pour lesquelles une aide a été versée au distillateur, cette participation est diminuée du montant de l'aide versée.

ANNEXE III

DISTILLATION PRÉVUE À L'ARTICLE 38 DU RÈGLEMENT (CEE) N° 822/87

CAMPAGNE 1989/1990

(en écus/100 vol/hl)

	EUR 10 [*]	Espagne
1. Prix d'achat à payer par le distillateur au producteur :		
— Type A I ⁽¹⁾	2,06	1,66
— Type A II	4,52	3,65
— Type A III	5,17	4,17
— Types R I et R II ⁽¹⁾	2,13	1,72
— Type R III	3,23	2,61
2. Aides :		
a) à la distillation :		
1. Alcool neutre :		
— Type A I	1,56	1,15
— Type A II	4,06	3,17
— Type A III	4,72	3,70
— Types R I et R II	1,63	1,22
— Type R III	2,75	2,12
2. Eaux-de-vie de vin et alcool brut :		
— Type A I	1,45	1,04
— Type A II	3,95	3,06
— Type A III	4,61	3,59
— Types R I et R II	1,52	1,11
— Type R III	2,64	2,01
b) à l'élaboration de vin viné :		
— Type A I	1,42	1,02
— Type A II	3,88	3,01
— Type A III	4,53	3,53
— Types R I et R II	1,49	1,08
— Type R III	2,59	1,97

(¹) Et vins de table en relation économique étroite avec ces types de vins de table, ou vins aptes à donner du vin de table.

ANNEXE IV

DISTILLATION PRÉVUE À L'ARTICLE 41 DU RÈGLEMENT (CEE) N° 822/87

CAMPAGNE 1989/1990

(en écus/% vol/bl)

	EUR 10	Espagne
1. Prix d'achat à payer par le distillateur au producteur :		
— Type A I ⁽¹⁾	2,60	2,05
— Type A II	5,71	4,50
— Type A III	6,52	5,14
— Types R I et R II ⁽¹⁾	2,68	2,11
— Type R III	4,08	3,22
2. Aides :		
a) à la distillation :		
1. Alcool neutre :		
— Type A I	2,11	1,55
— Type A II	5,27	4,04
— Type A III	6,09	4,69
— Types R I et R II	2,19	1,61
— Type R III	3,61	2,74
2. Eaux-de-vie de vin et alcool brut :		
— Type A I	2,00	1,44
— Type A II	5,16	3,93
— Type A III	5,98	4,58
— Types R I et R II	2,08	1,50
— Type R III	3,50	2,63
b) à l'élaboration de vin viné :		
— Type A I	1,96	1,41
— Type A II	5,07	3,86
— Type A III	5,88	4,50
— Types R I et R II	2,04	1,47
— Type R III	3,44	2,58

⁽¹⁾ Et vins de table en relation économique étroite avec ces types de vins de table.

ANNEXE V

DISTILLATION PRÉVUE À L'ARTICLE 42 DU RÈGLEMENT (CEE) N° 822/87

CAMPAGNE 1989/1990

(en ecus/‰ vol/bl)

	EUR 10	Espagne
1. Prix d'achat à payer par le distillateur au producteur :		
— Type A I ⁽¹⁾	2,80	1,99
— Type A II	6,26	4,45
— Type A III	7,16	5,08
— Types R I et R II ⁽¹⁾	3,07	2,18
— Type R III	4,55	3,24
2. Aides :		
a) à la distillation :		
1. Alcool neutre :		
— Type A I	2,31	1,49
— Type A II	5,82	3,99
— Type A III	6,74	4,63
— Types R I et R II	2,59	1,68
— Type R III	4,09	2,76
2. Eaux-de-vie de vin et alcool brut :		
— Type A I	2,20	1,38
— Type A II	5,71	3,88
— Type A III	6,63	4,52
— Types R I et R II	2,48	1,57
— Type R III	3,98	2,65
b) à l'élaboration de vin viné :		
— Type A I	2,16	1,35
— Type A II	5,62	3,81
— Type A III	6,52	4,44
— Types R I et R II	2,43	1,54
— Type R III	3,91	2,60

⁽¹⁾ Et vins de table en relation économique étroite avec ces types de vins de table.

ANNEXE VI

AIDE À L'UTILISATION EN VINIFICATION DE MOÛTS DE RAISINS CONCENTRÉS ET DE MOÛTS DE RAISINS CONCENTRÉS RECTIFIÉS [ARTICLE 45 PARAGRAPHE 1 DU RÈGLEMENT (CEE) N° 822/87]

CAMPAGNE 1989/1990

(en écus/% vol/bl)

	EUR 10	Espagne
Montant de l'aide :		
a) Moûts de raisins concentrés :		
— Zones viticoles C III a) et C III b)	1,52	1,02
— autres	1,32	0,82
b) Moûts de raisins concentrés rectifiés :		
— Zones viticoles C III a) et C III b)	1,98	1,48
— autres, si production commencée avant le 30 juin 1982 (EUR 10) ou avant le 1 ^{er} janvier 1986 (Espagne)	1,98	1,48
— autres	1,78	1,28

ANNEXE VII

AIDE À L'UTILISATION DE MOÛTS DE RAISINS ET DE MOÛTS DE RAISINS CONCENTRÉS EN VUE DE LA FABRICATION DE CERTAINS PRODUITS AU ROYAUME-UNI ET EN IRLANDE [ARTICLE 46 PARAGRAPHE 1 DEUXIÈME ET TROISIÈME TIRETS DU RÈGLEMENT (CEE) N° 822/87]

CAMPAGNE 1989/1990

(en écus par kilogramme)

	EUR 10	Espagne
Montant forfaitaire de l'aide :		
1) Produits visés à l'article 46 paragraphe 1 deuxième tiret du règlement (CEE) n° 822/87	0,20	0,05
2) Produits visés à l'article 46 paragraphe 1 troisième tiret du règlement (CEE) n° 822/87	0,26	0,06

ANNEXE VIII

AIDE À L'UTILISATION DANS L'ALIMENTATION ANIMALE DE MOÛTS DE RAISINS
CONCENTRÉS [ARTICLE 45 PARAGRAPHE 4 DU RÈGLEMENT (CEE) N° 822/87]

CAMPAGNE 1989/1990

(en écus/% vol/hl)

	EUR 10	Espagne
Montant de l'aide	1,56	1,15

ANNEXE IX

AIDE À L'UTILISATION DE RAISINS, DE MOÛTS DE RAISINS ET DE MOÛTS DE RAISINS
CONCENTRÉS EN VUE DE L'ÉLABORATION DE JUS DE RAISIN [ARTICLE 46
PARAGRAPHE 1 PREMIER TIRET DU RÈGLEMENT (CEE) N° 822/87]

CAMPAGNE 1989/1990

(en écus)

	EUR 10	Espagne
Montant forfaitaire de l'aide :		
a) Raisins (par décitonne)	6,4	6,4
b) Moûts de raisins (par hectolitre)	8,0	8,0
c) Moûts de raisins concentrés (par hectolitre)	28,0	28,0
Pourcentage du montant de l'aide retenu pour le financement de la campagne promotionnelle	35	35

ANNEXE X

RÉDUCTION DU PRIX D'ACHAT DES VINS VISÉE À L'ARTICLE 44 DU RÈGLEMENT (CEE)
N° 822/87

CAMPAGNE 1989/1990

(en écus/% vol/hl)

Zone A	Zone B	Zone C	
		Partie espagnole	Autres parties
0,30	0,25	0,10	0,15

RÈGLEMENT (CEE) N° 2485/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

ouvrant la distillation préventive visée à l'article 38 du règlement (CEE) n° 822/87 pour la campagne 1989/1990

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1236/89 ⁽²⁾, et notamment son article 38 paragraphe 5,

considérant que le règlement (CEE) n° 2721/88 de la Commission ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2355/89 ⁽⁴⁾, a établi les modalités des distillations volontaires prévues aux articles 38, 41 et 42 du règlement (CEE) n° 822/87; que le règlement (CEE) n° 2484/89 de la Commission ⁽⁵⁾ a fixé les prix et les aides ainsi que certains autres éléments applicables à la distillation préventive pour la campagne 1989/1990;

considérant que la situation prévisible du marché, compte tenu des prévisions de récolte et du niveau des stocks de fin de campagne, conduit à fixer les quantités éligibles à des niveaux permettant, avec les autres mesures de distillation de la campagne, l'assainissement du marché sans toutefois dépasser les quantités compatibles avec une bonne gestion du marché;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des vins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

La distillation préventive des vins de table et des vins aptes à donner du vin de table visée à l'article 38 du règlement (CEE) n° 822/87 est ouverte pour la campagne 1989/1990.

La quantité de vin de table ou de vins aptes à donner du vin de table que les producteurs peuvent faire distiller, conformément au règlement (CEE) n° 2721/88, est égale à 15 hectolitres par hectare. Toutefois, pour les producteurs dont l'exploitation est située dans la partie espagnole des zones viticoles C, la quantité totale de vins de table ou de vins aptes à donner du vin de table, qui peut être distillée, ne peut dépasser en aucun cas 24 % de leur production de vin de table.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} septembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 84 du 27. 3. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 128 du 11. 5. 1989, p. 31.

⁽³⁾ JO n° L 241 du 1. 9. 1988, p. 88.

⁽⁴⁾ JO n° L 222 du 1. 8. 1989, p. 60.

⁽⁵⁾ Voir page 12 du présent Journal officiel.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2486/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

portant dérogation pour la campagne 1988/1989 au règlement (CEE) n° 2640/88 en ce qui concerne la date finale de versement de l'aide à l'utilisation en vinification de moûts de raisins concentrés et de moûts de raisins concentrés rectifiés

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1236/89 ⁽²⁾, et notamment son article 45 paragraphe 9;

considérant que l'article 4 du règlement (CEE) n° 2640/88 de la Commission ⁽³⁾ prévoit que l'organisme d'intervention verse le montant de l'aide au producteur avant la fin de la campagne; que des difficultés administratives qui auraient dû être réglées en Italie n'ont pu l'être en temps utile; qu'il s'avère nécessaire de déroger au délai susvisé pour la campagne en cours;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des vins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Pour la campagne viticole 1988/1989, par dérogation à l'article 4 du règlement (CEE) n° 2640/88, le montant de l'aide pour l'enrichissement est versé par l'organisme d'intervention au producteur au plus tard le 30 septembre 1989.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 84 du 27. 3. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 128 du 11. 5. 1989, p. 31.

⁽³⁾ JO n° L 236 du 26. 8. 1988, p. 20.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2487/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

modifiant le règlement (CEE) n° 2375/89 relatif à la livraison d'huile de tournesol raffinée à la république arabe d'Égypte au titre de l'aide alimentaire

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3972/86 du Conseil, du 22 décembre 1986, concernant la politique et la gestion de l'aide alimentaire ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1750/89 ⁽²⁾, et notamment son article 6 paragraphe 1 point c),considérant que le règlement (CEE) n° 2375/89 de la Commission ⁽³⁾ a ouvert une adjudication pour la livraison en aide alimentaire de 6 000 tonnes d'huile de tournesol raffinée en faveur de l'Égypte ; que, sur demande du bénéficiaire, il y a lieu de modifier certaines conditions dans l'annexe dudit règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 2375/89 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 370 du 30. 12. 1986, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 172 du 21. 6. 1989, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 225 du 3. 8. 1989, p. 19.

ANNEXE

1. **Actions n° :** 379/89 à 381/89 et 409/89 à 411/89 (1).
2. **Programme :** 1989.
3. **Bénéficiaire :** république arabe d'Égypte.
4. **Représentant du bénéficiaire (2) :** ambassade de la république arabe d'Égypte, section « commercial », avenue Louise 522, B-1050 Bruxelles [tél. : (02) 647 32 27 ; télex : 64809 COMRAU B].
5. **Lieu ou pays de destination :** Égypte.
6. **Produit à mobiliser :** huile de tournesol raffinée. ...
7. **Caractéristiques et qualité de la marchandise (3) :** voir liste publiée au JO n° C 216 du 14. 8. 1987, p. 3 (sous III. A. 2).
8. **Quantité totale :** 6 000 tonnes net.
9. **Nombre de lots :** 6 (A : 1 000 tonnes ; B : 1 000 tonnes ; C : 1 000 tonnes ; D : 1 000 tonnes ; E : 1 000 tonnes ; F : 1 000 tonnes).
10. **Conditionnement et marquage :**
voir liste publiée au JO n° C 216 du 14. 8. 1987, p. 3 (sous III. B) :
 - fûts neufs de 200 litres ou kilogrammes,
 - les fûts doivent porter le texte suivant :
« ACTIONS No 379/89 TO 381/89 AND 409/89 TO 411/89 / SUNFLOWER OIL / GIFT OF THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY TO EGYPT ».
11. **Mode de mobilisation du produit :** marché de la Communauté.
12. **Stade de livraison :** rendu port d'embarquement.
13. **Port d'embarquement :** —
14. **Port de débarquement indiqué par le bénéficiaire :** —
15. **Port de débarquement :** —
16. **Adresse du magasin et, le cas échéant, port de débarquement :** —
17. **Période de mise à disposition au port d'embarquement :** du 1^{er} au 30. 11. 1989.
18. **Date limite pour la fourniture :** —
19. **Procédure pour déterminer les frais de fourniture (4) :** adjudication.
20. **Date de l'expiration du délai pour la présentation des offres :** le 26. 9. 1989, à 12 heures. Les offres sont réputées valables jusqu'au 27. 9. 1989, à 24 heures. ...
21. **En cas de seconde adjudication :**
 - a) date de l'expiration du délai pour la présentation des offres : le 10. 10. 1989, à 12 heures ; les offres sont réputées valables jusqu'au 11. 10. 1989, à 24 heures ;
 - b) période de mise à disposition au port d'embarquement : du 1^{er} au 30. 11. 1989 ;
 - c) date limite pour la fourniture : —
22. **Montant de la garantie d'adjudication :** 15 écus/tonne.
23. **Montant de la garantie de livraison :** 10 % du montant de l'offre libellée en écus.
24. **Adresse pour l'envoi des offres (5) :**
Bureau de l'aide alimentaire,
à l'attention de M. N. Arend,
bâtiment « Loi 120 », bureau 7/58,
rue de la Loi 200,
B-1049 Bruxelles
(télex : AGREC 22037 B).
25. **Restitution applicable sur demande de l'adjudicataire :** —

Notes

- (1) Le numéro de l'action est à rappeler dans toute correspondance.
- (2) Délégué de la Commission à contacter par l'adjudicataire : M^{me} Henrich, délégué, 6 IBN Zanki Str., Cairo Zamalek (télex : 94258 EUROP UN-CAIRO).
- (3) L'adjudicataire délivre au bénéficiaire un certificat émanant d'une instance officielle et certifiant que, pour le produit à livrer, les normes en vigueur, relatives à la radiation nucléaire, dans l'État membre concerné ne sont pas dépassées.

Le certificat de radioactivité doit être visé par une ambassade ou un consulat égyptien.

- (4) La disposition de l'article 7 paragraphe 3 point g) du règlement (CEE) n° 2200/87 n'est pas applicable pour la présentation des offres.

- (5) Afin de ne pas encombrer le télex, les soumissionnaires sont priés de fournir, avant la date et l'heure fixées au point 20 de la présente annexe, la preuve de la constitution de la garantie d'adjudication visée à l'article 7 paragraphe 4 point a) du règlement (CEE) n° 2200/87, de préférence :

— soit par porteur au bureau visé au point 24 de la présente annexe,

— soit par télécopieur à un des numéros suivants à Bruxelles :

— 235 01 32,

— 236 10 97,

— 235 01 30,

— 236 20 05.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2488/89 DE LA COMMISSION**du 14 août 1989****modifiant le règlement (CEE) n° 2450/89 relatif à la fourniture de divers lots de lait écrémé en poudre au titre de l'aide alimentaire**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3972/86 du Conseil, du 22 décembre 1986, concernant la politique et la gestion de l'aide alimentaire ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1750/89 ⁽²⁾, et notamment son article 6 paragraphe 1 point c),considérant que le règlement (CEE) n° 2450/89 de la Commission ⁽³⁾ a ouvert une adjudication pour la livraison en aide alimentaire de 7 149 tonnes de lait écrémé en poudre en faveur d'Euronaid, UNRWA et PAM; que, sur demande du bénéficiaire, il y a lieu de modifier certaines conditions dans l'annexe dudit règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe I du règlement (CEE) n° 2450/89 est remplacé par l'annexe du présent règlement.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 370 du 30. 12. 1986, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 172 du 21. 6. 1989, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 233 du 10. 8. 1989, p. 14.

ANNEXE

« ANNEXE I »

LOTS A, B, C, D et E

1. Action n° 317/89 à 321/89 (1) — Décision de la Commission du 19. 4. 1989.
2. Programme : 1989.
3. Bénéficiaire (2) (12) : UNRWA Headquarters, Vienna International Center, PO Box 700, A-1400 Vienna, (téléc : 135310 UNRWA A).
4. Représentant du bénéficiaire (3) (7) : voir annexe III.
5. Lieu ou pays de destination : lot A : Israël ; lot B : Syrie ; lots C et D : Jordanie ; lot E : Liban.
6. Produit à mobiliser : lait écrémé en poudre vitaminé.
7. Caractéristiques et qualité de la marchandise (4) (5) (14) (15) : voir JO n° C 216 du 14. 8. 1987, p. 4 (I.1.B.1 à I.1.B.3).
8. Quantité totale : 2 307 tonnes.
9. Nombre de lots : 5 (lot A : 510 tonnes ; lot B : 482 tonnes ; lot C : 490 tonnes ; lot D : 245 tonnes ; lot E : 580 tonnes).
10. Conditionnement et marquage (16) : 1 kilogramme ; en conteneurs de 20 pieds et voir JO n° C 216 du 14. 8. 1987, pp. 4 et 5 (I.1.B.4. et I.1.B.4.1) ; lot A : (7) ; lots C et D : (11).
Inscriptions complémentaires sur l'emballage : voir annexe II et JO n° C 216 du 14. 8. 1987, p. 6 (I.1.B.5).
11. Mode de mobilisation du produit : marché de la Communauté. —
La fabrication du lait écrémé en poudre et l'incorporation des vitamines doivent être opérées postérieurement à l'attribution de la fourniture.
12. Stade de livraison (12) : rendu port de débarquement, débarqué.
13. Port d'embarquement : —
14. Port de débarquement indiqué par le bénéficiaire : —
15. Port de débarquement : lot A : Ashdod ; lot B : Lattakia ; lots C et D : Agaba ; lot E : Beyrouth, option : Lattakia.
16. Adresse du magasin et, le cas échéant, port de débarquement : —
17. Période de mise à disposition au port d'embarquement en cas d'attribution de la fourniture au stade port d'embarquement : lots A, B, C et E : du 7 au 22. 10. 1989 ; lot D : du 20 au 30. 10. 1989.
18. Date limite pour la fourniture : lots A, B, C et E : le 30. 11. 1989 ; lot D : le 15. 12. 1989.
19. Procédure pour déterminer les frais de fourniture : adjudication.
20. En cas d'adjudication, date de l'expiration du délai pour la présentation des offres (4) : le 28. 8. 1989, à 12 heures.
21. En cas de seconde présentation des offres :
 - a) date de l'expiration du délai de soumission : le 4. 9. 1989, à 12 heures ;
 - b) période de mise à disposition au port d'embarquement en cas d'attribution de la fourniture au stade port d'embarquement : lots A, B, C et E : du 7 au 22. 10. 1989 ; lot D : du 27. 10. au 6. 11. 1989 ;
 - c) date limite pour la fourniture : lots A, B, C et E : le 7. 12. 1989 ; lot D : le 22. 12. 1989.
22. Montant de la garantie d'adjudication : 20 écus par tonne.
23. Montant de la garantie de livraison : 10 % du montant de l'offre libellée en écus.
24. Adresse pour l'envoi des offres : bureau de l'aide alimentaire, à l'attention de Monsieur N. Arend, bâtiment « Loi 120 », bureau 7/58, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles (téléc : AGREC 22037 B).
25. Restitution applicable sur demande de l'adjudicataire (5) : restitution applicable le 16. 6. 1989, fixée par le règlement (CEE) n° 1706/89 de la Commission (JO n° L 166 du 16. 6. 1989, p. 36).

LOTS F, G, H, I, K et L

1. **Action n°** : voir annexe II (1) — Décision de la Commission du 3. 3. 1989.
2. **Programme** : 1989.
3. **Bénéficiaire** : lots F, G, H, I et K : Euronaid, Postbus 77, NL-2340 AB Oegstgeest; lot L : WFP, Via Cristoforo Colombo 426, I-00145 Rome (téléc : 626675 WFP I).
4. **Représentant du bénéficiaire** (2) : voir JO n° C 103 du 16. 4. 1987.
5. **Lieu ou pays de destination** : voir annexe II.
6. **Produit à mobiliser** : lait écrémé en poudre vitaminé.
7. **Caractéristiques et qualité de la marchandise** : voir JO n° C 216 du 14. 8. 1987, p. 4 (I.1.B.1 à I.1.B.3); lots F, G, H, I et K : (16) (17) (18); parties F5 et K4 : (13) (14) (17) (18); lot L : (2) (4) (13).
8. **Quantité totale** : 4 842 tonnes.
9. **Nombre de lots** : 6 (lot F : 820 tonnes; lot G : 975 tonnes; lot H : 1 110 tonnes; lot I : 945 tonnes; lot K : 335 tonnes; lot L : 657 tonnes).
10. **Conditionnement et marquage** : 25 kilogrammes et voir JO n° C 216 du 14. 8. 1987, pp. 4 et 6 (I.1.B.4 et I.1.B.4.3); lots F, G, H et I : (21).
Inscriptions complémentaires sur l'emballage : voir annexe II et JO n° C 216 du 14. 8. 1987, p. 6 (I.1.B.5).
11. **Mode de mobilisation du produit** : marché de la Communauté; lots F, G, H et I : (19) (20); lot L : (22) (23).
La fabrication du lait écrémé en poudre et l'incorporation des vitamines doivent être opérées postérieurement à l'attribution de la fourniture.
12. **Stade de livraison** : rendu port d'embarquement.
13. **Port d'embarquement** : —
14. **Port de débarquement indiqué par le bénéficiaire** : —
15. **Port de débarquement** : —
16. **Adresse du magasin et, le cas échéant, port de débarquement** : —
17. **Période de mise à disposition au port d'embarquement** : du 20 au 30. 10. 1989.
18. **Date limite pour la fourniture** : —
19. **Procédure pour déterminer les frais de fourniture** : adjudication.
20. **En cas d'adjudication, date de l'expiration du délai pour la présentation des offres** (24) : le 28. 8. 1989, à 12 heures.
21. **En cas de seconde présentation des offres** :
 - a) date de l'expiration du délai de soumission : le 4. 9. 1989, à 12 heures;
 - b) période de mise à disposition au port d'embarquement : du 27. 10. au 7. 11. 1989;
 - c) date limite pour la fourniture : —
22. **Montant de la garantie d'adjudication** : 20 écus par tonne.
23. **Montant de la garantie de livraison** : 10 % du montant de l'offre libellée en écus.
24. **Adresse pour l'envoi des offres** :
Bureau de l'aide alimentaire, à l'attention de Monsieur N. Arend, bâtiment « Loi 120 », bureau 7/58, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles (téléc : AGREC 22037 B).
25. **Restitution applicable sur demande de l'adjudicataire** (25) : restitution applicable le 16. 6. 1989, fixée par le règlement (CEE) n° 1706/89 de la Commission (JO n° L 166 du 16. 6. 1989, p. 36).

RÈGLEMENT (CEE) N° 2489/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

fixant le prix d'achat et les quantités de viande bovine achetées à l'intervention pour la cinquième adjudication partielle effectuée conformément au règlement (CEE) n° 1627/89

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 571/89 ⁽²⁾, et notamment son article 6 paragraphe 7,

considérant que, conformément au règlement (CEE) n° 859/89 de la Commission, du 29 mars 1989, relatif aux modalités d'application des mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine ⁽³⁾, une adjudication a été ouverte par le règlement (CEE) n° 1627/89 de la Commission, du 9 juin 1989, relatif à l'achat de viande bovine par voie d'adjudication ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2419/89 ⁽⁵⁾;

considérant que, conformément au règlement (CEE) n° 2239/89 de la Commission, du 25 juillet 1989, portant nouvelles mesures transitoires de soutien du marché de la viande bovine en Espagne ⁽⁶⁾, les quartiers avant font l'objet des achats à l'intervention en Espagne en remplacement des carcasses, prévus par le règlement (CEE) n° 859/89; qu'il convient, par conséquent, de fixer séparément le prix maximal de ces produits;

considérant que, selon l'article 11 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 859/89, un prix maximal d'achat pour la qualité R3 est fixé, le cas échéant, pour chaque adjudication partielle, compte tenu des offres reçues; que, selon l'article 12 du même règlement ne sont retenues que les offres inférieures ou égales audit prix maximal;

considérant que, après examen des offres présentées pour la cinquième adjudication partielle et en tenant compte, conformément à l'article 6 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 805/68, des exigences d'un soutien raisonnable du marché ainsi que de l'évolution saisonnière des abat-

tages, il convient d'arrêter le prix maximal d'achat ainsi que les quantités pouvant être acceptées à l'intervention;

considérant que les quantités offertes dépassent actuellement les quantités pouvant être achetées; en conséquence, qu'il convient d'affecter les quantités pouvant être achetées d'un coefficient de réduction, conformément à l'article 11 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 859/89;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Pour la cinquième adjudication partielle ouverte par le règlement (CEE) n° 1627/89:

a) pour la catégorie A,

— le prix maximal d'achat est fixé à 276 écus par 100 kilogrammes de carcasses ou demi-carcasses de la qualité R3 et à 195,5 écus par 100 kilogrammes de quartiers avant de la qualité R3 offerts en Espagne, conformément au règlement (CEE) n° 2239/89,

— la quantité maximale de carcasses ou demi-carcasses acceptée est fixée à 3 460 tonnes; les quantités offertes sont réduites de 55 %, conformément à l'article 11 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 859/89,

— la quantité maximale de quartiers avant est fixée à 691 tonnes en Espagne;

b) pour la catégorie C,

— le prix maximal d'achat est fixé à 282 écus par 100 kilogrammes de carcasses ou demi-carcasses de la qualité R3,

— la quantité maximale acceptée est fixée à 1 505 tonnes; les quantités offertes sont réduites de 40 % conformément à l'article 11 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 859/89.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 15 août 1989.

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

⁽²⁾ JO n° L 61 du 4. 3. 1989, p. 43.

⁽³⁾ JO n° L 91 du 4. 4. 1989, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 159 du 10. 6. 1989, p. 36.

⁽⁵⁾ JO n° L 228 du 5. 8. 1989, p. 19.

⁽⁶⁾ JO n° L 215 du 26. 7. 1989, p. 14.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission
Ray MAC SHARRY
Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CEE) N° 2490/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

fixant le montant de l'aide dans le secteur des graines oléagineuses

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1225/89⁽²⁾, et notamment son article 27 paragraphe 4,vu le règlement (CEE) n° 1678/85 du Conseil, du 11 juin 1985, fixant les taux de conversion à appliquer dans le secteur agricole⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2466/89⁽⁴⁾,vu le règlement (CEE) n° 1569/72 du Conseil, du 20 juillet 1972, prévoyant des mesures spéciales pour les graines de colza, de navette et de tournesol⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2216/88⁽⁶⁾, et notamment son article 2 paragraphe 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que le montant de l'aide visée à l'article 27 du règlement n° 136/66/CEE a été fixé par le règlement (CEE) n° 2342/89 de la Commission⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2467/89⁽⁸⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 2342/89 aux données dont la Commission a connaissance conduit à modifier le montant de l'aide, actuellement en vigueur, conformément aux annexes du présent règlement;

considérant que l'abattement du montant de l'aide qui résulte, le cas échéant, du régime des quantités maximales garanties pour la campagne 1989/1990 n'a pas encore été fixé; que le montant de l'aide pour la campagne 1989/1990 a été calculé provisoirement sur la base d'un abattement de 3,44 écus par 100 kilogrammes pour le colza et la navette et de 11,55 écus par 100 kilogrammes pour le tournesol,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Le montant de l'aide et les taux de change visés à l'article 33 paragraphes 2 et 3 du règlement (CEE) n° 2681/83 de la Commission⁽⁹⁾ sont fixés aux annexes.
2. Le montant de l'aide compensatoire visé à l'article 14 du règlement (CEE) n° 475/86 du Conseil⁽¹⁰⁾ pour les graines de tournesol récoltées en Espagne est fixé à l'annexe III.
3. Le montant de l'aide spéciale prévue par le règlement (CEE) n° 1920/87 du Conseil⁽¹¹⁾ pour les graines de tournesol récoltées et transformées au Portugal est fixé à l'annexe III.
4. Toutefois, le montant de l'aide pour le colza, la navette et le tournesol sera confirmé ou remplacé avec effet au 15 août 1989 pour tenir compte des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 15 août 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.⁽²⁾ JO n° L 128 du 11. 5. 1989, p. 15.⁽³⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 11.⁽⁴⁾ JO n° L 234 du 11. 8. 1989, p. 37.⁽⁵⁾ JO n° L 167 du 25. 7. 1972, p. 9.⁽⁶⁾ JO n° L 197 du 26. 7. 1988, p. 10.⁽⁷⁾ JO n° L 222 du 1. 8. 1989, p. 21.⁽⁸⁾ JO n° L 234 du 11. 8. 1989, p. 38.⁽⁹⁾ JO n° L 266 du 28. 9. 1983, p. 1.⁽¹⁰⁾ JO n° L 53 du 1. 3. 1986, p. 47.⁽¹¹⁾ JO n° L 183 du 3. 7. 1987, p. 18.

ANNEXE I

Aides aux graines de colza et de navette « autres que double zéro »

(montants par 100 kg)

	Courant 8 (1)	1 ^{er} terme 9 (1)	2 ^e terme 10 (1)	3 ^e terme 11 (1)	4 ^e terme 12 (1)	5 ^e terme 1 (1)
1. Aides brutes (écus) :						
— Espagne	1,170	1,170	1,170	1,170	1,170	1,170
— Portugal	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
— autres États membres	21,904	21,982	21,702	21,906	22,184	22,223
2. Aides finales :						
a) Graines récoltées et transformées en :						
— Allemagne (DM)	52,00	52,19	51,53	52,01	52,67	52,91
— Pays-Bas (Fl)	57,78	57,99	57,25	57,78	58,52	58,79
— UEBl (FB/Flux)	1 057,68	1 061,44	1 047,92	1 057,77	1 071,20	1 073,08
— France (FF)	166,42	167,03	164,83	166,40	168,54	168,81
— Danemark (Dkr)	195,60	196,30	193,80	195,62	198,10	198,45
— Irlande (£ Irl)	18,522	18,590	18,346	18,520	18,758	18,788
— Royaume-Uni (£)	14,576	14,635	14,406	14,514	14,711	14,629
— Italie (Lit)	36 678	36 808	36 333	36 613	37 078	36 960
— Grèce (DR)	3 622,39	3 621,87	3 536,35	3 531,32	3 582,18	3 487,17
b) Graines récoltées en Espagne et transformées :						
— en Espagne (Pta)	178,89	178,89	178,89	178,89	178,89	178,89
— dans un autre État membre (Pta)	3 431,71	3 443,08	3 395,16	3 416,56	3 458,85	3 438,40
c) Graines récoltées au Portugal et transformées :						
— au Portugal (Esc)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
— dans un autre État membre (Esc)	4 838,69	4 853,82	4 784,32	4 756,34	4 802,35	4 740,18

(1) Sous réserve des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

ANNEXE II

Aides aux graines de colza et de navette « double zéro »

(montants par 100 kg)

	Courant 8 (1)	1 ^{er} terme 9 (1)	2 ^e terme 10 (1)	3 ^e terme 11 (1)	4 ^e terme 12 (1)	5 ^e terme 1 (1)
1. Aides brutes (écus) :						
— Espagne	3,670	3,670	3,670	3,670	3,670	3,670
— Portugal	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500	2,500
— autres États membres	24,404	24,482	24,202	24,406	24,684	24,723
2. Aides finales :						
a) Graines récoltées et transformées en :						
— Allemagne (DM)	57,91	58,09	57,43	57,91	58,57	58,81
— Pays-Bas (Fl)	64,37	64,58	63,84	64,38	65,11	65,39
— UEBL (FB/Flux)	1 178,39	1 182,16	1 168,64	1 178,49	1 191,91	1 193,80
— France (FF)	185,66	186,27	184,08	185,64	187,79	188,05
— Danemark (Dkr)	217,93	218,63	216,13	217,95	220,43	220,78
— Irlande (£ Irl)	20,664	20,732	20,487	20,662	20,900	20,930
— Royaume-Uni (£)	16,329	16,388	16,159	16,267	16,464	16,383
— Italie (Lit)	40 861	40 991	40 516	40 795	41 261	41 142
— Grèce (DR)	4 070,86	4 070,34	3 984,82	3 979,79	4 030,65	3 935,64
b) Graines récoltées en Espagne et transformées :						
— en Espagne (Pta)	561,13	561,13	561,13	561,13	561,13	561,13
— dans un autre État membre (Pta)	3 813,95	3 825,32	3 777,40	3 798,80	3 841,09	3 820,64
c) Graines récoltées au Portugal et transformées :						
— au Portugal (Esc)	480,01	480,01	480,01	480,01	480,01	480,01
— dans un autre État membre (Esc)	5 318,69	5 333,82	5 264,33	5 236,34	5 282,36	5 220,19

(1) Sous réserve des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

ANNEXE III

Aides aux graines de tournesol

(montants par 100 kg)

	Courant 8 (°)	1 ^{er} terme 9 (°)	2 ^e terme 10 (°)	3 ^e terme 11 (°)	4 ^e terme 12 (°)
1. Aides brutes (écus):					
— Espagne	6,890	6,890	6,890	6,890	6,890
— Portugal	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
— autres États membres	20,204	20,335	21,164	21,174	21,166
2. Aides finales:					
a) Graines récoltées et transformées en (°):					
— Allemagne (DM)	48,11	48,42	50,36	50,39	50,38
— Pays-Bas (Fl)	53,30	53,64	55,83	55,85	55,83
— UEBL (FB/Flux)	975,59	981,91	1 021,94	1 022,43	1 022,04
— France (FF)	152,37	153,40	159,91	159,94	159,83
— Danemark (Dkr)	180,42	181,59	189,00	189,09	189,01
— Irlande (£ Irl)	16,959	17,073	17,798	17,801	17,789
— Royaume-Uni (£)	13,039	13,138	13,742	13,689	13,666
— Italie (Lit)	33 848	34 067	35 442	35 375	35 361
— Grèce (DR)	3 183,20	3 186,28	3 314,65	3 253,98	3 244,42
b) Graines récoltées en Espagne et transformées:					
— en Espagne (Pta)	1 053,45	1 053,45	1 053,45	1 053,45	1 053,45
— dans un autre État membre (Pta)	3 418,70	3 437,79	3 549,07	3 538,84	3 539,40
c) Graines récoltées au Portugal et transformées:					
— au Portugal (Esc)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
— en Espagne (Esc)	6 217,13	6 243,21	6 388,17	6 305,80	6 293,72
— dans un autre État membre (Esc)	6 059,13	6 084,55	6 225,82	6 145,55	6 133,78
3. Aides compensatoires:					
— en Espagne (Pta)	3 371,39	3 390,48	3 503,19	3 492,97	3 493,52
4. Aides spéciales:					
— au Portugal (Esc)	6 059,13	6 084,55	6 225,82	6 145,55	6 133,78

(°) Sous réserve, en cas de fixation pour la campagne de commercialisation 1989/1990, des conséquences de l'application du régime des quantités maximales garanties.

(°) Pour les graines récoltées dans la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 et transformées en Espagne, les montants visés sous 2 a) sont à multiplier par 1,0260760.

ANNEXE IV

Cours de l'écu à utiliser pour la conversion des aides finales dans la monnaie du pays de transformation lorsque celui-ci n'est pas celui de la production

(valeur de 1 écu)

	Courant 8	1 ^{er} terme 9	2 ^e terme 10	3 ^e terme 11	4 ^e terme 12	5 ^e terme 1
DM	2,075770	2,072500	2,069220	2,066040	2,066040	2,056840
Fl	2,338920	2,335110	2,331150	2,327460	2,327460	2,316750
FB/Flux	43,451300	43,436500	43,419400	43,401800	43,401800	43,340700
FF	7,014040	7,014220	7,014220	7,013970	7,013970	7,015130
Dkr	8,067340	8,069840	8,072080	8,073850	8,073850	8,085880
£Irl	0,775758	0,775482	0,775874	0,776064	0,776064	0,778388
£	0,674269	0,676441	0,678787	0,680964	0,680964	0,687318
Lit	1 492,62	1 496,69	1 500,54	1 504,33	1 504,33	1 515,46
DR	179,35100	181,38800	183,38800	186,19200	186,19200	192,76100
Esc	173,63600	174,43900	175,48300	176,35200	176,35200	180,23700
Pta	130,18400	130,75200	131,25300	131,84200	131,84200	133,44300

RÈGLEMENT (CEE) N° 2491/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

modifiant les prélèvements applicables à l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1834/89⁽²⁾, et notamment son article 14 paragraphe 4,vu le règlement (CEE) n° 1418/76 du Conseil, du 21 juin 1976, portant organisation commune du marché du riz⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1806/89⁽⁴⁾, et notamment son article 12 paragraphe 4,vu le règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil, du 11 juin 1985, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1636/87⁽⁶⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz ont été fixés par le règlement (CEE) n° 2250/89 de la Commission⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2480/89⁽⁸⁾;considérant que le règlement (CEE) n° 1906/87 du Conseil⁽⁹⁾ a modifié le règlement (CEE) n° 2744/75 du Conseil⁽¹⁰⁾ en ce qui concerne les produits relevant des codes NC 2302 10, 2302 20, 2302 30 et 2302 40;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers :

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du facteur de correction prévu à l'article 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent, et du coefficient précité,

ces cours de change étant ceux constatés le 11 août 1989;

considérant que le facteur de correction précité affecte tous les éléments de calcul des prélèvements, y compris les coefficients d'équivalence;

considérant que le prélèvement applicable au produit de base, fixé en dernier lieu, s'écarte de la moyenne des prélèvements de plus de 3,02 écus par tonne de produit de base; que les prélèvements actuellement en vigueur doivent, dès lors, en vertu de l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1579/74 de la Commission⁽¹¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1740/78⁽¹²⁾, être modifiés conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à percevoir lors de l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz, relevant du règlement (CEE) n° 2744/75, et fixés à l'annexe du règlement (CEE) n° 2250/89 modifié, sont modifiés conformément à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 15 août 1989.

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 180 du 27. 6. 1989, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 166 du 25. 6. 1976, p. 1.⁽⁴⁾ JO n° L 177 du 24. 6. 1989, p. 1.⁽⁵⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.⁽⁶⁾ JO n° L 153 du 13. 6. 1987, p. 1.⁽⁷⁾ JO n° L 216 du 27. 7. 1989, p. 10.⁽⁸⁾ JO n° L 235 du 12. 8. 1989, p. 30.⁽⁹⁾ JO n° L 182 du 3. 7. 1987, p. 49.⁽¹⁰⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 65.⁽¹¹⁾ JO n° L 168 du 25. 6. 1974, p. 7.⁽¹²⁾ JO n° L 202 du 26. 7. 1978, p. 8.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission
Ray MAC SHARRY
Membre de la Commission

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 14 août 1989, modifiant les prélèvements applicables à l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz

(en écus/t)

Code NC	Prélèvements		
	Portugal	Pays tiers (sauf ACP ou PTOM)	ACP ou PTOM
1102 20 10	67,80	254,01	247,97
1102 20 90	38,02	143,54	140,52
1103 13 11	67,80	254,01	247,97
1103 13 19	67,80	254,01	247,97
1103 13 90	38,02	143,54	140,52
1103 19 10	82,95	210,92	204,88
1103 21 00	32,99	196,93	190,89
1103 29 10	82,95	210,92	204,88
1103 29 40	67,80	254,01	247,97
1104 19 10	32,99	196,93	190,89
1104 19 30	82,95	210,92	204,88
1104 19 50	67,80	254,01	247,97
1104 23 10	57,92	223,44	220,42
1104 23 30	57,92	223,44	220,42
1104 23 90	38,02	143,54	140,52
1104 29 10*10 (*)	22,93	144,07	141,05
1104 29 10*20 (*)	59,85	154,40	151,38
1104 29 30*10 (*)	26,97	172,70	169,68
1104 29 30*20 (*)	71,39	185,13	182,11
1104 29 91	18,29	111,19	108,17
1104 29 95	46,60	119,12	116,10
1104 30 10	17,27	85,58	79,54
1104 30 90	31,77	109,36	103,32
1106 20 91	75,79	242,34	218,16 (*)
1106 20 99	75,79	242,34	218,16 (*)
1107 10 11	37,53	199,65	188,77
1107 10 19	30,79	151,93	141,05

(en écus/t)

Code NC	Prélèvements		
	Portugal	Pays tiers (sauf ACP ou PTOM)	ACP ou PTOM
1108 11 00	53,48	253,86	233,31
1108 12 00	75,79	242,34	221,79
1108 13 00	75,79	242,34	221,79
1108 14 00	75,79	242,34	110,89
1108 19 90	75,79	242,34	110,89 ^(*)
1109 00 00	241,22	605,54	424,20
1702 30 51	168,77	386,02	289,30
1702 30 59	121,73	288,28	221,79
1702 30 91	168,77	386,02	289,30
1702 30 99	121,73	288,28	221,79
1702 40 90	121,73	288,28	221,79
1702 90 50	121,73	288,28	221,79
1702 90 75	172,20	399,79	303,07
1702 90 79	118,98	277,26	210,77
2106 90 55	121,73	288,28	221,79
2302 10 10	17,58	54,02	48,02
2302 10 90	30,80	108,89	102,89
2302 20 10	17,58	54,02	48,02
2302 20 90	30,80	108,89	102,89
2302 30 10	17,58	54,02	48,02
2302 30 90	30,80	108,89	102,89
2302 40 10	17,58	54,02	48,02
2302 40 90	30,80	108,89	102,89
2303 10 11	249,96	456,86	275,52

^(*) Conformément au règlement (CEE) n° 486/85, le prélèvement n'est pas perçu pour les produits suivants, originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et des pays et territoires d'outre-mer :

- racines d'arrow-root relevant des codes NC 0714 90 11 et 0714 90 19,
- farines de semoules d'arrow-root relevant du code NC 1106 20,
- féculles d'arrow-root relevant du code NC 1108 19 90.

^(*) Code Taric : blé.

^(*) Code Taric : seigle.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2492/89 DE LA COMMISSION
du 14 août 1989

fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1069/89 ⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 8,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation de sucre blanc et de sucre brut ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1920/89 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2478/89 ⁽⁴⁾;

considérant que l'application des règles et modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 1920/89 aux

données dont la Commission a connaissance conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation visés à l'article 16 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1785/81 sont, pour le sucre brut de la qualité type et le sucre blanc, fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 15 août 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 114 du 27. 4. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 187 du 1. 7. 1989, p. 13.

⁽⁴⁾ JO n° L 235 du 12. 8. 1989, p. 27.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 14 août 1989, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

(en écus/100 kg)

Code NC	Montant du prélèvement
1701 11 10	26,69 ⁽¹⁾
1701 11 90	26,69 ⁽¹⁾
1701 12 10	26,69 ⁽¹⁾
1701 12 90	26,69 ⁽¹⁾
1701 91 00	24,01
1701 99 10	24,01
1701 99 90	24,01 ⁽²⁾

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut importé s'écarte de 92 %, le montant du prélèvement applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement (CEE) n° 837/68 de la Commission (JO n° L 151 du 30. 6. 1968, p. 42).

⁽²⁾ Le présent montant, conformément aux dispositions de l'article 16 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1785/81, est également applicable aux sucres obtenus à partir du sucre blanc et du sucre brut additionnés de substances autres que les aromatisants ou les colorants.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2493/89 DE LA COMMISSION

du 14 août 1989

modifiant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1834/89⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 2 cinquième alinéa,

considérant que les restitutions applicables à l'exportation des céréales et des farines, gruaux et semoules de froment ou de seigle ont été fixées par le règlement (CEE) n° 2468/89 de la Commission⁽³⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 2468/89 aux données dont la

Commission a connaissance conduit à modifier les restitutions à l'exportation, actuellement en vigueur, conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les restitutions à l'exportation, en l'état, des produits visés à l'article 1^{er} sous a), b) et c) du règlement (CEE) n° 2727/75, fixées à l'annexe du règlement (CEE) n° 2468/89, sont modifiées conformément à l'annexe du présent règlement, pour les produits y figurant.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 15 août 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 août 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 180 du 27. 6. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 234 du 11. 8. 1989, p. 42.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 14 août 1989, modifiant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle

(en écus/t)

Code produit	Destination (1)	Montant des restitutions
0709 90 60 000	—	—
0712 90 19 000	—	—
1001 10 10 000	06	95,00
	07	95,00
	02	0
1001 10 90 000	01	10,00
1001 90 91 000	06	32,00
	02	0
1001 90 99 000	04	20,00
	05	20,00
	02	10,00
1002 00 00 000	03	20,00
	05	20,00
	02	10,00
1003 00 10 000	06	45,00
	02	0
1003 00 90 000	04	35,00
	02	0
1004 00 10 000	01	0
1004 00 90 000	01	0
1005 10 90 000	—	—
1005 90 00 000	03	40,00
	02	0
1007 00 90 000	—	—
1008 20 00 000	—	—
1101 00 00 110	01	45,00
1101 00 00 120	01	45,00
1101 00 00 130	01	39,00
1101 00 00 150	01	36,00
1101 00 00 170	01	33,00
1101 00 00 180	01	30,00
1101 00 00 190	—	—
1101 00 00 900	—	—
1102 10 00 100	01	45,00
1102 10 00 200	01	45,00
1102 10 00 300	01	45,00
1102 10 00 500	01	45,00
1102 10 00 900	—	—
1103 11 10 100	01	157,00
1103 11 10 200	01	149,00
1103 11 10 500	01	133,00
1103 11 10 900	01	125,00
1103 11 90 100	01	45,00
1103 11 90 900	—	—

(¹) Les destinations sont identifiées comme suit :

- 01 tous les pays tiers,
- 02 autres pays tiers,
- 03 la Suisse, l'Autriche et le Liechtenstein,
- 04 la Suisse, l'Autriche, le Liechtenstein, Ceuta et Melilla,
- 05 la zone II b),
- 06 la Turquie,
- 07 l'Algérie.

NB : Les zones sont celles délimitées par le règlement (CEE) n° 1124/77 de la Commission (JO n° L 134 du 28. 5. 1977, p. 53), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 296/88 (JO n° L 30 du 2. 2. 1988, p. 9).

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DIRECTIVE DE LA COMMISSION

du 17 juillet 1989

portant adaptation au progrès technique des directives 70/157/CEE, 70/220/CEE, 72/245/CEE, 72/306/CEE, 80/1268/CEE et 80/1269/CEE du Conseil dans le domaine des véhicules à moteur

(89/491/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 70/157/CEE du Conseil, du 6 février 1970, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au niveau sonore admissible et au dispositif d'échappement des véhicules à moteur ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 87/354 ⁽²⁾, et notamment son article 3,

vu la directive 70/220/CEE du Conseil, du 20 mars 1970, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures à prendre contre la pollution de l'air par les gaz provenant des moteurs à allumage commandé équipant les véhicules à moteur ⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 88/436/CEE ⁽⁴⁾, et notamment son article 5,

vu la directive 72/245/CEE du Conseil, du 20 juin 1972, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la suppression des parasites radioélectriques produits par les moteurs à allumage commandé équipant les véhicules à moteur ⁽⁵⁾, et notamment son article 4,

vu la directive 72/306/CEE du Conseil, du 2 août 1972, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures à prendre contre les émissions de polluants provenant des moteurs diesel destinés à la propulsion des véhicules ⁽⁶⁾, et notamment son article 4,

vu la directive 80/1268/CEE du Conseil, du 16 décembre 1980, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la consommation de carburant des véhicules à moteur ⁽⁷⁾, et notamment son article 3,

vu la directive 80/1269/CEE du Conseil, du 16 décembre 1980, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la puissance des moteurs des véhicules à moteur ⁽⁸⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 88/195/CEE ⁽⁹⁾, et notamment son article 3,

considérant que la directive 88/76/CEE du Conseil ⁽¹⁰⁾, qui modifie la directive 70/220/CEE, introduit des exigences concernant l'utilisation d'essence sans plomb; que l'adaptation à cette essence des moteurs existants nécessite souvent des modifications techniques qui doivent être compatibles avec les directives susmentionnées; qu'il semble opportun de faciliter le traitement administratif des modifications à apporter à la réception de type des véhicules concernés en vue d'un rapide accroissement de l'utilisation d'essence sans plomb; qu'il apparaît également nécessaire de rendre plus précises les spécifications de la directive 88/76/CEE visant à éviter que les véhicules équipés de dispositifs antipollution susceptibles d'être détériorés par de l'essence avec plomb soient alimentés par cette essence; qu'il apparaît également opportun d'introduire le nouveau carburant de référence pour les moteurs diesel spécifié par la présente directive dans la directive 72/306/CEE relative aux émissions de fumées provenant de ces moteurs; qu'il convient par la même occasion d'aligner les dispositions techniques de la directive 80/1269/CEE relative à la puissance

⁽¹⁾ JO n° L 42 du 23. 2. 1970, p. 16.

⁽²⁾ JO n° L 192 du 11. 7. 1987, p. 43.

⁽³⁾ JO n° L 76 du 6. 4. 1970, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 214 du 6. 8. 1988, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 152 du 6. 7. 1972, p. 15.

⁽⁶⁾ JO n° L 190 du 20. 8. 1972, p. 1.

⁽⁷⁾ JO n° L 375 du 31. 12. 1980, p. 36.

⁽⁸⁾ JO n° L 375 du 31. 12. 1980, p. 46.

⁽⁹⁾ JO n° L 92 du 9. 4. 1988, p. 50.

⁽¹⁰⁾ JO n° L 36 du 9. 2. 1988, p. 1.

des moteurs sur celles du règlement correspondant de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies ;

considérant qu'il est souhaitable de transposer dès que possible dans les législations nationales concernées les modifications contenues dans la présente directive qui sont particulièrement nécessaires pendant la période transitoire où coexisteront les véhicules conçus pour de l'essence avec plomb et les véhicules exigeant une essence sans plomb ;

considérant que les dispositions de la présente directive sont conformes à l'avis du comité pour l'adaptation aux progrès techniques des directives relatives aux véhicules à moteur,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article premier

Les directives susmentionnées sont modifiées conformément aux annexes de la présente directive :

- la directive 70/157/CEE est modifiée conformément à l'annexe I,
- la directive 70/220/CEE est modifiée conformément à l'annexe II,

- la directive 72/245/CEE est modifiée conformément à l'annexe III,
- la directive 72/306/CEE est modifiée conformément à l'annexe IV,
- la directive 80/1268/CEE est modifiée conformément à l'annexe V,
- la directive 80/1269/CEE est modifiée conformément à l'annexe VI.

Article 2

Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 1^{er} janvier 1990. Ils en informent la Commission.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 1989.

Par la Commission

Martin BANGEMANN

Vice-président

ANNEXE I**MODIFICATION DE L'ANNEXE I DE LA DIRECTIVE 70/157/CEE**

Ajouter le point 6 suivant :

- 6. EXTENSION DE LA RÉCEPTION CEE
- 6.1. **Types de véhicules modifiés pour fonctionner à l'essence sans plomb**
- 6.1.1. La réception d'un type de véhicule modifié ou adapté uniquement afin de pouvoir fonctionner à l'essence sans plomb, telle que spécifiée dans la directive 85/210/CEE, doit être étendue lorsque le constructeur certifie, sous réserve de l'approbation de l'autorité accordant la réception, que le niveau sonore du véhicule modifié ne dépasse pas les valeurs limites fixées au point 5.2.2.1.
- 6.2. **Véhicules modifiés à d'autres fins**
- 6.2.1. La réception d'un type de véhicule peut être étendue aux types de véhicules présentant des différences par rapport aux caractéristiques énumérées à l'annexe III si l'autorité accordant la réception considère que les modifications apportées ne risquent pas d'avoir une influence défavorable sensible sur le niveau sonore du véhicule. »

ANNEXE II**MODIFICATION DE L'ANNEXE I DE LA DIRECTIVE 70/220/CEE**

1. Insérer le texte suivant au début du point 2.2. :
 - 2.2. On entend par « masse de référence » la masse du véhicule en ordre de marche moins la masse forfaitaire du conducteur de 75 kg, majorée d'une masse forfaitaire de 100 kg. »
2. Au point 3.2.4, le texte est modifié comme suit :
 - 3.2.4. Dans le cas de véhicules équipés d'un moteur à allumage commandé, indication si le point 5.1.2.1 (orifice réduit) ou le point 5.1.2.2 (marquage) s'applique et, dans le dernier cas, description du marquage. »
3. Ajouter les points 5.1.2.1 et 5.1.2.2 suivants :
 - 5.1.2.1. Sous réserve du point 5.1.2.2, l'orifice de remplissage du réservoir est conçu de manière à empêcher le remplissage avec un pistolet de distributeur d'essence dont l'embouchure a un diamètre extérieur égal ou supérieur à 23,6 mm.
 - 5.1.2.2. Le point 5.1.2.1 ne s'applique pas à un véhicule qui satisfait aux deux conditions suivantes :
 - 5.1.2.2.1. le véhicule est conçu et construit de sorte qu'aucun dispositif destiné à limiter les émissions de polluants gazeux ne peut être détérioré par de l'essence avec plomb
 - et
 - 5.1.2.2.2. le véhicule porte une marque apparente, lisible et indélébile où figure le symbole de l'essence sans plomb (4.26) spécifié dans ISO 2575-1982 (1) à un endroit immédiatement visible pour une personne remplissant le réservoir. Les marquages additionnels sont autorisés. »

(1) Reproduit comme figure 22 de l'annexe II de la directive 78/316/CEE.

ANNEXE III**MODIFICATION DE L'ANNEXE I DE LA DIRECTIVE 72/245/CEE**

Ajouter le point 8 suivant :

- 8. **EXTENSION DE LA RÉCEPTION CEE**
- 8.1. **Types de véhicules modifiés pour fonctionner à l'essence sans plomb**
- 8.1.1. La réception d'un type de véhicule modifié ou adapté uniquement pour fonctionner avec de l'essence sans plomb, telle que spécifiée dans la directive 85/210/CEE, doit être étendue lorsque le constructeur certifie, sous réserve de l'approbation de l'autorité accordant la réception, que les perturbations radioélectriques produites par les véhicules modifiés restent dans les limites fixées pour l'essai de conformité de la production, telles que spécifiées au point 9 de la présente annexe.
- 8.2. **Types de véhicules modifiés à d'autres fins**
- 8.2.1. La réception d'un type de véhicule peut être étendue à des véhicules présentant des différences par rapport aux caractéristiques énumérées au point 2.2 de la présente annexe si l'autorité accordant l'homologation considère que les modifications apportées ne risquent pas de nuire de façon sensible à la suppression des parasites radioélectriques produits par le véhicule. •

ANNEXE IV

MODIFICATION DE L'ANNEXE V DE LA DIRECTIVE 72/306/CEE

L'annexe V devient la suivante :

• CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU CARBURANT DE RÉFÉRENCE PRÉVU POUR LES ESSAIS DE RÉCEPTION ET LE CONTRÔLE DE LA CONFORMITÉ DE LA PRODUCTION

Carburant de référence CEC RF-03-A-84 ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽⁷⁾

	Limites et unités	Méthode
Indice de cétane ⁽⁴⁾	min. 49 max. 53	ASTM D 613
Densité 15 °C (kg/l)	min. 0,835 max. 0,845	ASTM D 1298
Distillation ⁽²⁾ 50 % 90 %	min. 245 °C min. 320 °C max. 340 °C max. 370 °C	ASTM D 86
Point final		
Point d'éclair	min. 55 °C	ASTM D 93
CFPP (Point d'obstruction filtre à froid)	min. — max. — 5 °C	EN 116 (CEN)
Viscosité 40 °C	min. 2,5 mm ² /S max. 3,5 mm ² /S	ASTM D 445
Teneur en soufre	min. à indiquer max. 0,3 % en masse	ASTM/D 1266/D 2622 D 2785
Corrosion lame de cuivre	1 max.	ASTM D 130
Carbone sur résidu Conradson (10 % DR)	0,2 % masse max.	ASTM D 189
Teneur en cendres	0,01 % masse max.	ASTM D 482
Teneur en eau	0,05 % masse max.	ASTM D 95/D 1744
Indice de neutralisation (acidité forte)	0,2 mg KPH/g max.	
Stabilité à l'oxydation ⁽⁶⁾	2,5 mg/100 m max.	ASTM D 2274
Additifs ⁽⁵⁾		
Rapport carbone/hydrogène	(à indiquer)	

⁽¹⁾ Les méthodes équivalentes ISO seront adoptées lors de leur publication pour toutes les propriétés indiquées plus haut.

⁽²⁾ Les chiffres indiqués donnent les quantités évaporées (pourcentage récupéré + pourcentage perdu).

⁽³⁾ Les valeurs indiquées dans la spécification sont des "valeurs réelles". Pour l'établissement des valeurs limites, les termes de l'ASTM D 3244 "définissant une base pour les litiges sur la qualité d'un produit pétrolier" ont été appliqués et, pour fixer une valeur minimale, il a été tenu compte d'une différence minimale de 2R au-dessus de zéro ; pour la fixation d'une valeur maximale et d'une valeur minimale, la différence minimale est AR (R = reproductibilité).

Malgré cette mesure, nécessaire pour des raisons de statistiques, le fabricant de carburant doit viser soit la valeur zéro lorsque la valeur maximale stipulée est 2R soit la valeur moyenne en cas d'indication de limites maximale et minimale. Lorsqu'il s'avère nécessaire de déterminer si un carburant répond aux prescriptions de la spécification, il y a lieu d'appliquer les termes de l'ASTM D 3244.

⁽⁴⁾ La gamme fixée pour l'indice de cétane n'est pas conforme à l'exigence d'une gamme minimale de 4R. Cependant, en cas de litige entre le fournisseur et l'utilisateur de carburant, les termes de l'ASTM D 3244 peuvent être utilisés à condition de répéter les mesures un nombre suffisant de fois pour atteindre la précision nécessaire plutôt que d'effectuer des déterminations isolées.

⁽⁵⁾ Ce carburant doit être basé uniquement sur des composants de coupes directes de distillation ou de produits de craquage. La désulfuration est autorisée. Il ne doit contenir ni additif métallique ni additif remonteur de cétane.

⁽⁶⁾ Même si la stabilité à l'oxydation est contrôlée, il est probable que la durée de conservation sera limitée. Le fournisseur doit donner son avis sur les conditions et la durée de stockage.

(7) S'il est nécessaire de calculer l'efficacité thermique d'un moteur ou d'un véhicule, le pouvoir calorifique du carburant peut être calculé à partir de :

énergie spécifique (pouvoir calorifique) (net) MJ/kg =

$$(46\,423 - 8\,792d^2 + 3\,170d) [1 - (x + y + s)] + 9\,420s - 2\,499x,$$

étant entendu que : d = la densité à 15 °C,

x = la proportion en masse d'eau (%/100),

y = la proportion en masse de cendres (%/100),

s = la proportion en masse de soufre (%/100). »

ANNEXE V

MODIFICATION DE L'ANNEXE I DE LA DIRECTIVE 80/1268/CEE

1. Modifier comme suit le point 3.1.1 :

supprimer « modifiée en dernier lieu par la directive 78/665/CEE ».

2. Ajouter le point 7 suivant :

• 7. EXTENSION DE LA RÉCEPTION CEE

7.1. Types de véhicules modifiés pour fonctionner à l'essence sans plomb

7.1.1. Sous réserve de l'approbation de l'autorité accordant la réception, la réception d'un type de véhicule modifié ou adapté uniquement pour pouvoir fonctionner à l'essence sans plomb, telle que spécifiée dans la directive 85/210/CEE, doit être étendue dans les conditions suivantes :

7.1.1.1. le constructeur certifie que la consommation de carburant pour chacune des trois conditions d'essai ne dépasse pas de plus de 5 % la valeur obtenue lors de la réception initiale du type de véhicule non modifié — dans ce cas, l'extension doit confirmer les valeurs données dans la fiche de réception initiale —

ou

7.1.1.2. le constructeur indique une valeur révisée de consommation de carburant pour chaque condition d'essai pour laquelle la valeur obtenue lors de la réception initiale du type de véhicule non modifié est dépassée de plus de 5 % — dans ce cas, il doit être précisé dans l'extension que les nouvelles valeurs déclarées sont applicables au type de véhicule modifié —.

7.2. Types de véhicules modifiés à d'autres fins

7.2.1. La réception d'un type de véhicule peut être étendue à des types de véhicules présentant des différences par rapport aux caractéristiques énumérées à l'annexe II si l'autorité accordant la réception considère que les modifications apportées ne risquent pas d'avoir une influence défavorable sensible sur la consommation de carburant du véhicule. »

ANNEXE VI

MODIFICATION DE L'ANNEXE I DE LA DIRECTIVE 80/1269/CEE

Remplacer le point 8 par le texte suivant :

- 8. EXTENSION DE LA RÉCEPTION CEE
- 8.1. Types de véhicules modifiés pour fonctionner à l'essence sans plomb
- 8.1.1. Sous réserve de l'approbation de l'autorité accordant la réception, la réception d'un type de véhicule modifié ou adapté uniquement pour pouvoir fonctionner avec de l'essence sans plomb, telle que spécifiée dans la directive 85/210/CEE, doit être étendue dans les conditions suivantes :
 - 8.1.1.1. le constructeur certifie que la puissance du moteur du véhicule modifié reste dans les limites fixées pour l'essai de conformité de la production, telles que spécifiées au point 9.2, obtenues lors de la réception initiale du type de véhicule non modifié — dans ce cas, l'extension doit confirmer la puissance indiquée dans la fiche de réception initiale —
ou
 - 8.1.1.2. le constructeur indique pour la puissance du moteur une valeur révisée inférieure à celle obtenue lors de la réception initiale du type de véhicule non modifié — dans ce cas, il doit être précisé dans l'extension que les nouvelles valeurs déclarées sont applicables au type de véhicule modifié —.
- 8.2. Types de véhicules modifiés à d'autres fins
- Toute autre modification du moteur par rapport aux caractéristiques indiquées aux appendices 1 ou 2 de la présente annexe doit être portée à la connaissance de l'administration compétente. Cette administration peut alors :
 - 8.2.1. soit considérer que les modifications apportées ne risquent pas d'avoir une influence sensible sur la puissance du moteur
 - 8.2.2. soit demander une nouvelle détermination de la puissance du moteur en effectuant les essais qu'elle juge nécessaires. »

Remplacer le point 9 par le texte suivant :

- 9. TOLÉRANCES POUR LA MESURE DE LA PUISSANCE NETTE
- 9.1. La puissance nette indiquée par le constructeur pour le type de moteur sera retenue si elle ne s'écarte pas plus de $\pm 2\%$ quant à sa valeur maximale et plus de $\pm 4\%$ aux autres points de mesure, avec une tolérance de $1,5\%$ sur le régime du moteur, des valeurs mesurées par le service technique sur le moteur présenté aux essais.
- 9.2. Lors des essais de contrôle de la conformité de la production, la puissance doit être mesurée à 2 régimes S 1 et S 2 correspondant respectivement aux points de mesure de la puissance maximale et du couple maximal retenus pour l'homologation du type. À ces deux régimes affectés d'une tolérance de $\pm 5\%$, la puissance nette mesurée au moins en point des plages S 1 $\pm 5\%$ et S 2 $\pm 5\%$ ne doit pas s'écarter de $\pm 5\%$ de la valeur d'homologation. »

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 26 juillet 1989

concernant la contribution financière de la Communauté à l'éradication de la fièvre aphteuse dans la république fédérale d'Allemagne

(Le texte en langue allemande est le seul faisant foi.)

(89/492/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la décision 77/97/CEE du Conseil, du 21 décembre 1976, concernant le financement par la Communauté de certaines mesures d'urgence dans le domaine de la santé animale⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3768/85⁽²⁾, et notamment son article 1^{er},

considérant que deux séries de foyers de fièvre aphteuse se sont déclarés dans la république fédérale d'Allemagne en octobre 1987 et, de nouveau, en janvier 1988 ; que l'apparition de cette maladie constitue un danger sérieux pour le bétail de la Communauté et que, afin de contribuer à l'éradication aussi rapide que possible de cette maladie, la Communauté a la possibilité d'indemniser les pertes ainsi causées ;

considérant que, dès que la présence de ces séries de foyers de fièvre aphteuse a été officiellement confirmée, les autorités allemandes ont pris toutes les mesures précisées à l'article 1^{er} de la décision susmentionnée aux fins d'éradication ; que ces mesures ont été notifiées par les autorités allemandes aux réunions du comité vétérinaire permanent le 14 octobre 1987, dans le cas de la première série, et le 27 janvier 1988, dans le cas de la seconde série ;

considérant que l'évolution de la situation et la gravité de la maladie étaient telles que les autorités allemandes ont mis en œuvre des mesures de vaccination dans les zones de Basse-Saxe situées autour des foyers ; que ces mesures, d'une manière générale, ont été poursuivies jusqu'à complète éradication de la maladie ;

considérant que les conditions d'une aide financière de la Communauté sont remplies ; que, pour être pleinement efficace, l'aide de la Communauté devrait atteindre le maximum autorisé dans ladite décision ;

considérant que les mesures prévues dans la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

Article premier

1. Suite aux cas de fièvre aphteuse relevés sur son territoire en octobre 1987, la Commission verse à la république fédérale d'Allemagne :

— 50 % des dépenses exposées pour dédommager les propriétaires pour l'abattage et la destruction des animaux et pour la désinfection des exploitations,

et

— 100 % du coût des vaccins utilisés et 50 % des dépenses exposées pour la mise en œuvre de la vaccination autour des exploitations affectées.

2. Suite aux cas de fièvre aphteuse relevés sur son territoire en janvier 1988, la Commission verse à la république fédérale d'Allemagne :

— 50 % des dépenses exposées pour dédommager les propriétaires pour l'abattage et la destruction des animaux et pour la désinfection des exploitations,

et

— 100 % du coût des vaccins utilisés et 50 % des dépenses exposées pour la mise en œuvre de la vaccination autour des exploitations affectées.

Article 2

La participation financière de la Communauté est accordée après présentation des pièces justificatives.

Article 3

La république fédérale d'Allemagne est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 26 juillet 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 26 du 31. 1. 1977, p. 78.

⁽²⁾ JO n° L 362 du 31. 12. 1985, p. 8.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 27 juillet 1989

concernant la contribution financière de la Communauté à l'éradication de la fièvre aphteuse en Italie

(Le texte en langue italienne est le seul faisant foi.)

(89/493/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la décision 77/97/CEE du Conseil, du 21 décembre 1976, concernant le financement par la Communauté de certaines mesures d'urgence dans le domaine de la santé animale⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3768/85⁽²⁾, et notamment son article 1^{er},

considérant que trois séries de foyers de fièvre aphteuse se sont déclarés en Italie au cours de l'année 1988 ; que l'apparition de cette maladie constitue un danger sérieux pour le bétail de la Communauté et que, afin de contribuer à l'éradication aussi rapide que possible de cette maladie, la Communauté a la possibilité d'indemniser les pertes ainsi causées ;

considérant que, dès que la présence de ces séries de foyers de fièvre aphteuse a été officiellement confirmée, les autorités italiennes ont pris toutes les mesures précises à l'article 1^{er} de la décision susmentionnée aux fins d'éradication ; que ces mesures ont été notifiées par les autorités italiennes aux réunions du comité vétérinaire permanent le 30 juin, le 27 juillet, le 20 septembre, le 16 novembre et le 13 décembre 1988 ;

considérant que l'évolution de la situation et la gravité de la maladie étaient telles que les autorités italiennes ont mis en œuvre des mesures de vaccination dans les zones situées autour des foyers ; que ces mesures, d'une manière générale, ont été poursuivies jusqu'à complète éradication de la maladie ;

considérant que les conditions d'une aide financière de la Communauté sont remplies ; que, pour être pleinement efficace, l'aide de la Communauté devrait atteindre le maximum autorisé dans ladite décision ;

considérant que les mesures prévues dans la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

1. Suite aux cas de fièvre aphteuse relevés en Toscane et en Ombrie en juin et juillet 1988, la Commission verse à l'Italie :

— 50 % des dépenses exposées pour dédommager les propriétaires pour l'abattage et la destruction des animaux et pour la désinfection des exploitations, et

— 100 % du coût des vaccins utilisés et 50 % des dépenses exposées pour la mise en œuvre de la vaccination autour des exploitations affectées.

2. Suite aux cas de fièvre aphteuse relevés en Lombardie en juillet et août 1988, la Commission verse à l'Italie :

— 50 % des dépenses exposées pour dédommager les propriétaires pour l'abattage et la destruction des animaux et pour la désinfection des exploitations, et

— 100 % du coût des vaccins utilisés et 50 % des dépenses exposées pour la mise en œuvre de la vaccination autour des exploitations affectées.

3. Suite aux cas de fièvre aphteuse relevés en Émilie-Romagne en novembre 1988, la Commission verse à l'Italie :

— 50 % des dépenses exposées pour dédommager les propriétaires pour l'abattage et la destruction des animaux et pour la désinfection des exploitations, et

— 100 % du coût des vaccins utilisés et 50 % des dépenses exposées pour la mise en œuvre de la vaccination autour des exploitations affectées.

Article 2

La participation financière de la Communauté est accordée après présentation des pièces justificatives.

Article 3

La République italienne est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 27 juillet 1989.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 26 du 31. 1. 1977, p. 78.

⁽²⁾ JO n° L 362 du 31. 12. 1985, p. 8.